

كلية الآداب بقنا	الكلية
قسم اللغة الفرنسية	القسم
الرابعة آداب فرنسي	الفرقة
حضارة فرنسا في القرنين ال19 و 20	المقرر
د/عادل كامل محمد سليمان	مدرس المقرر
الفصل الدراسي الثاني 2022-2023	العام الجامعي

Introduction

En 1789, l'Ancien Régime et la monarchie absolue sont abattus par la Révolution. Mais les français se divisent sur l'application des grands principes révolutionnaires : la liberté, l'égalité, la souveraineté du peuple. Ces divisions expliquent les différentes phases de la période révolutionnaire, marquées par la violence des luttes politiques et sociales, les changements de régime et, à partir de 1792, la guerre avec les souverains étrangers. La situation est stabilisée par le Consulat et l'Empire, qui conservent les principaux acquis de la Révolution, mais sacrifient une grande partie des idéaux démocratiques.

1- 1789 : la Révolution commence

Comment l'ordre politique et social traditionnel s'effondre-t-il en 1789 ?

A-L'effondrement de la monarchie absolue

Les députés du Tiers-Etat attendent du roi des réformes et qu'il laisse les Etats généraux élaborer une Constitution qui limiterait son pouvoir. Ils remettent ainsi en question la monarchie absolue.

Mais le vote aux Etats généraux se fait normalement par ordre, ce qui assure la majorité au clergé et à la noblesse (2 voix sur 3). Pour pouvoir

peser de tout son poids (661 députés sur 1317), le Tiers réclame un vote par tête, une voix par personne.

N'obtenant rien du roi, les députés du Tiers, conscients de représenter l'immense majorité de la nation et soutenus par le peuple de Paris, se proclament réunis en Assemblée nationale : cet acte est le début de la Révolution.

Le 20 juin, rejoints par les élus du bas clergé, les députés jurent de ne pas se séparer avant d'établir une constitution. Le roi cède et ordonne aux ordres privilégiés de joindre au Tiers. L'Assemblée nationale devient alors constituante. C'est la révolution politique.

B- Le renversement de l'ordre social

Cependant, Louis XVI tente encore de faire reculer l'Assemblée en concentrant une armée autour de Versailles. Le peuple de Paris se soulève alors pour soutenir l'Assemblée : il crée une municipalité et lève une milice, la Garde Nationale, commandée par Lafayette. Pour s'armer, les parisiens prennent le 14 juillet la Bastille, une prison où se trouvent des munitions, mais qui est aussi le symbole de la monarchie. Les villes de province se révoltent à leur tour : c'est la révolution populaire.

Dans les campagnes, tous ces événements ravivent l'idée d'un complot aristocratique. La rumeur que des brigands menacent les récoltes sème la panique. Du 20 juillet au 6 août, cette Grande Peur se transforme en révolte. Les paysans s'attaquent aux châteaux et détruisent les terriers.

Inquiets pour leurs biens, les députés décrètent l'abolition des privilèges dans la nuit du 4 août et le 26 août votent la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen : c'est la fin de l'Ancien Régime. Comme le roi refuse de reconnaître ces décrets, les patriotes parisiens, en colère, amènent de force la famille royale à Paris le 6 octobre. Le roi doit accepter la Révolution.

1-La chute de la monarchie

Pourquoi, à partir de 1791, le compromis entre le roi et les patriotes échoue-t-il ?

A-L'échec du compromis avec le roi

En 1790-1791, les français découvrent la vie politique. La presse est libre et des clubs, celui des Jacobins ou celui des Cordeliers par exemple, s'organisent pour discuter des réformes. L'Assemblée constituante élabore une constitution fondant une monarchie constitutionnelle et réorganise la France. L'unanimité semble régner.

Mais deux mesures, condamnées par le pape, soulèvent l'opposition de nombreux catholiques puis du roi : la confiscation des biens du clergé pour combler le déficit, et la Constitution civile du clergé (12 juillet 1790). Celle-ci fait du clergé un corps de fonctionnaires qui doivent prêter serment. Les prêtres qui refusent sont considérés comme des ennemis de la Révolution.

De plus, de nombreux nobles ont émigrés hors de France et complotent pour le soutien des rois étrangers. Le roi décide de les rejoindre pour rétablir son pouvoir et le pouvoir de l'Eglise. Il fuit dans la nuit du 20 juin 1791, mais, en route, il est reconnu à Varennes par des patriotes et ramené à Paris.

B- La chute de la monarchie (1792)

Pour les sans-culottes, le roi a trahi la révolution, mais la majorité de l'assemblée décide d'innocenter le roi, pour sauver la monarchie. Quand la foule se rassemble au Champ-de-Mars pour réclamer la déchéance du roi, elle est mitraillée par la Garde nationale de Lafayette (17 juillet 1791).

Dans ce climat très tendu, la Constitution est votée (septembre 1791) et une nouvelle Assemblée, législative, est élue au suffrage censitaire ; celle-ci

réserve les droits politiques aux citoyens actifs les plus riches et exclut les plus pauvres, les citoyens passifs. Les Jacobins et les sans-culottes parisiens réclament désormais la démocratie.

Tout le monde en vient à souhaiter la guerre. Les révolutionnaires espèrent une victoire pour relancer la Révolution ; les modérés, pour renforcer le régime. Le roi espère une défaite pour rétablir l'Ancien Régime.

Le 20 avril 1792, la France entre en guerre. Elle connaît alors la défaite. L'ennemi, prussiens et autrichiens, se rapproche. Il menace bientôt les parisiens d'une vengeance « à jamais mémorable » si violence est faite au roi. C'est la preuve de l'entente du roi avec l'ennemi. Le 10 août, dans un élan patriotique, les sans-culottes parisiens se soulèvent, prennent les Tuileries et renversent le roi.

La république jacobine

Comment les révolutionnaires sauvent-ils la jeune république des dangers qui la menacent ?

A- Les débuts de la République

Après la déchéance du roi, une nouvelle assemblée, la Convention, est élue, cette fois au suffrage universel. Elle poursuit la guerre. Le lendemain de la première victoire française à Valmy, elle proclame la République, le 22

septembre 1792, jour qui commence l'an I de la République.

Mais l'avenir de la Révolution divise les Conventionnels. Les Montagnards, avec Danton et Robespierre, soutenus par les sans-culottes, veulent la démocratie. Les Girondins souhaitent une république bourgeoise et modérée. Entre les deux, « la Plaine » reste, un temps, incertaine.

Les Montagnards convainquent la Plaine de voter avec eux la condamnation du roi, contre l'avis des Girondins. Le roi est exécuté le 21 janvier 1793. Quelques mois plus tard, le 2 juin, les Girondins, accusés de trahir la Révolution, sont arrêtés : les Montagnards, et surtout les plus influents d'entre eux, les Jacobins, sont les maîtres de la Convention.

B- Le gouvernement révolutionnaire

Cependant, la situation est alarmante. A l'intérieur, des révoltes contre-révolutionnaires éclatent, surtout en Vendée (mars 1793). A l'extérieur, tous les pays européens s'unissent contre la France. Pour sauver la République, la Convention décide de ne pas appliquer la constitution démocratique votée en 1793. Elle confie le pouvoir à un Comité de salut public, dirigé par Robespierre, qui instaure une dictature.

La Terreur, c'est-à-dire la répression brutale des adversaires de la Révolution ou même des suspects, est mise en place. Pour soutenir l'effort de guerre, le comité décrète la levée en masse. Pour s'assurer l'appui des plus pauvres, menacés par la famine, le décret du maximum fixe autoritairement prix et salaires. Cette politique réussit : l'ennemi extérieur est repoussé, et l'ennemi intérieur écrasé.

La chute de Robespierre (9 thermidor)

Mais le durcissement de la Terreur, malgré les victoires militaires (printemps 1794), multiplie le nombre des mécontents. Les exécutions nombreuses touchent bientôt les hommes les plus célèbres : Danton et ses partisans, parce qu'ils veulent relâcher la Terreur, sont guillotins. Inquiets pour leur propre sort, les Conventionnels se retournent alors contre Robespierre et le font arrêter le 9 thermidor (27 juillet 1794). Il est guillotiné le lendemain.

La république bourgeoise

Pourquoi, après la fin de la Terreur, les modérés n'ont-ils pu stabiliser la République ?

A- De Thermidor au Directoire

Les « Thermidoriens » réagissent contre la politique des Montagnards. La Terreur est relâchée et les prisons sont vidées. Le décret du maximum

est abrogé. Les sans-culottes se soulèvent alors pour réclamer du pain et l'application de la démocratie : ils sont écrasés par la force et définitivement désarmés.

Une nouvelle Constitution établit le Directoire (octobre 1795). Le pouvoir exécutif est réparti entre cinq directeurs, pour éviter toute dictature. Le pouvoir législatif est confié à deux conseils, élus au suffrage censitaire et renouvelés par tiers chaque année : les Thermidoriens ont limité la démocratie, et réservé le pouvoir à la bourgeoisie formée de riches propriétaires.

B- Un régime instable

Mais le Directoire est contesté de toutes parts. A gauche, Jacobins et idéaux démocratiques ont conservé une grande influence. Des extrémistes attaquent les riches et réclament l'égalité. A droite, royalistes et catholiques ont relevé la tête depuis la fin de la Terreur. La guerre civile reprend dans l'ouest et le midi de la France.

Pour se maintenir, le Directoire doit faire appel à l'armée, soit pour annuler les élections remportées par ses adversaires, soit pour réprimer les tentatives de coups d'Etat royalistes. Les généraux, tel Bonaparte, sont devenus indispensables. La religion catholique est à nouveau persécutée.

A ces désordres s'ajoutent d'immenses difficultés. La guerre continue et exige toujours plus d'argent. Or, l'économie est ruinée : les assignats, la monnaie émise par le gouvernement, ne valent plus rien ; les prix augmentent et la misère du peuple s'accroît, alors que la corruption règne à Paris. Malgré quelques réformes, le Directoire est complètement déconsidéré.

Le coup d'Etat du 18 Brumaire

En 1799, seul un régime plus fort paraît capable de rétablir l'ordre et de gagner la guerre, tout en préservant les acquis de la Révolution. L'homme de la situation semble être Bonaparte, devenu le plus populaire des généraux. Le 18 Brumaire an VIII (9 novembre 1799), un coup d'Etat porte Bonaparte au pouvoir : c'est la fin du Directoire.

Le Consulat et l'Empire

Comment la France passe-t-elle d'une république à une monarchie impériale ?

A-Bonaparte, Premier consul (1799-1804)

Devenu Premier consul, Bonaparte concentre peu à peu tous les pouvoirs entre ses mains et instaure une dictature personnelle, même s'il prend soin de consulter le peuple par des plébiscites. Par le plébiscite de 1802, il devient consul à vie. Peu après, il reçoit le droit de désigner son successeur.

Son pouvoir pleinement établi, Bonaparte travaille alors à la planification de la France. En 1801, afin de calmer les querelles religieuses, il signe un concordat avec la papauté. Le clergé renonce à récupérer ses biens, ce qui rassure tous ceux qui les ont achetés, bourgeois ou paysans.

Il permet le retour des nobles émigrés au début de la Révolution. Pour rallier au régime les élites anciennes et nouvelles, il crée en 1802 la Légion d'honneur, une récompense pour les services civils et militaires. La bourgeoisie est satisfaite de l'ordre. Une certaine prospérité retrouvée calme le mécontentement populaire.

B-Napoléon, empereur des français (1804 – 1815)

En mai 1804, la Constitution de l'an XII proclame Bonaparte empereur des français sous le nom de Napoléon I^e. Le 2 décembre, il est sacré par le pape. Le régime, déjà très autoritaire, est devenu une monarchie.

Napoléon crée autour de lui une cour et compose avec ses ministres et maréchaux une noblesse. Pour mieux assurer son pouvoir, il accentue son œuvre de centralisation : l'administration et la justice deviennent de véritables instruments du despotisme. Des préfets

qui représentent le gouvernement sont placés à la tête de chaque département.

L'empire est sans cesse en guerre. Les victoires, en apportant la gloire à Napoléon, consolident d'abord son pouvoir. Mais les défaites à partir de 1812 révèlent la persistance de l'idée républicaine dans la société et surtout la lassitude de la guerre. Elles provoquent la chute du régime en 1814.

Napoléon est exilé à l'île d'Elbe et le frère de Louis XVI, Louis XVIII, est rétabli sur le trône par les souverains coalisés contre la France. Napoléon s'échappe et chasse Louis XVIII (mars 1815). Mais il ne se maintient que trois mois, les Cent jours. Le 18 juin 1815, il est vaincu à Waterloo et abdique une seconde fois.

L'œuvre du Consulat et de l'Empire

Comment Napoléon Bonaparte poursuit-il l'œuvre de la Constituante, de la Convention et du Directoire ?

A-Des individus libres et égaux

Publié en 1804, le Code Civil consacre les principes de la liberté individuelle et de l'égalité devant la loi. La société est fondée désormais sur l'autorité du père de famille, mais aussi sur la propriété ou les talents, et non plus sur les privilèges personnels.

La religion catholique ne s'impose plus à la société. Les juifs et les protestants sont des citoyens à part entière et peuvent exercer librement leur culte. Le divorce, bien que condamné par l'Eglise, est maintenu. L'état civil ne dépend plus des curés mais des communes.

B-Une France unifiée et centralisée

L'organisation du territoire en départements et communes et menée à son bien. L'unité de la nation est renforcée par la conscription (le service militaire), établi par la loi Jourdan (1798). Les impôts sont plus justes et fondés sur les propriétés qui sont recensées par communes dans un cadastre. La création des lycées départementaux vise à former les élites de la nation.

Bonaparte renoue aussi avec l'œuvre de la monarchie en renforçant la centralisation et le rôle de l'administration. Il a ainsi jeté les bases de l'Etat qui resteront en place jusqu'au XX^e siècle. Le principe électif, d'esprit révolutionnaire, est remplacé par la nomination, d'esprit monarchique, pour les maires et les conseils de départements mais aussi les juges.

Le triomphe de la monarchie

La bourgeoisie forme désormais l'essentiel du personnel politique, des cadres de l'administration

et de l'armée. Elle domine la vie locale, dans les villes comme dans les campagnes, car elle a acheté la plus grande partie des terres confisquées au clergé et aux émigrés.

Le Consulat et l'Empire favorisent les affaires en créant une monnaie stable, le franc germinal (1801) ; l'émission des billets de banque est confiée à la Banque de France, née en 1800. Le principe du libéralisme économique est acquis : chacun peut travailler et commercer librement. L'interdiction du droit de grève et d'association pour les ouvriers est confirmée. Depuis 1803, les ouvriers doivent avoir un livret qui permet de mieux les contrôler.

Le XIX^e siècle en France

Le XIX^e siècle en France est une période de profonds changements et d'instabilité politique. Même si la Révolution française se termine en 1799 avec le coup d'état des brumairiens, l'onde de choc se prolonge jusque dans le dernier quart du XIX^e siècle, lorsqu'enfin la France trouve l'équilibre politique républicain dont les insurgés de 1789 ont rêvé. L'héritage social et culturel de l'Ancien Régime est lourd, le pouvoir se place avant tout là où se trouve la puissance financière. En même temps, les bouleversements scientifiques et techniques changent la société française, une nouvelle classe émerge, celle du prolétariat et des ouvriers, plus mobile, moins conservatrice que les paysans. Profitant de l'affaiblissement de l'influence de la noblesse et du clergé sur les affaires du pays, la bourgeoisie libérale et réformatrice s'affirme désormais comme la classe sociale déterminante, stimulant l'essor industriel. Après la fin des ambitions napoléoniennes, les

mutations s'opèrent lentement sur fond de crises et de ruptures qui reviennent avec une surprenante régularité tous les vingt ans. Deux empires (1803-1814 ; 1852-1870), trois monarchies (1815-1824 ; 1825-1830 ; 1830-1848), deux républiques (1848-1852 ; 1870), trois révolutions (1830, 1848, 1871), cette liste simplement numérique récapitule un siècle de vives turbulences dans l'histoire d'un pays en route vers une réconciliation nationale.

Exporter la Révolution.

Le souffle en effet n'est plus dans les sections parisiennes ou dans le Club des jacobins : il est dans les troupes conquérantes qui, après Fleurus et l'entrée en Belgique, brisent la coalition et ouvrent la voie à une Grande Nation porteuse de l'idéal révolutionnaire.

Prusse, Espagne et Hollande ayant signé la paix en 1795, c'est avec l'Autriche que se joue la partie. Et là éclate le génie militaire et politique de Bonaparte. En un an d'une fulgurante campagne d'Italie (avril 1796- avril 1797), il contraint

l'empereur à la paix de Campoformio (octobre 1797), et devient le sauveur de la République et le réorganisateur de l'Europe. Celle-ci voit naître ces «républiques sœurs » comme: batave en Hollande, helvétique en Suisse, parthénopéenne en Italie, et la France désormais vit de l'argent pris à l'étranger et s'enrichit de ses œuvres d'art.

Mais le pouvoir a horreur du vide : Bonaparte.

Le contraste est donc grand entre la confuse vie politique intérieure, qui pourtant n'exclut pas d'importantes réformes comme la création des écoles centrales, l'organisation de la conscription militaire ou la mise en œuvre d'expositions industrielles, et l'éclat des armes. La résistance anglaise cependant la ternit, et Bonaparte pense qu'un coup porté au loin sur les lignes du commerce britannique affaiblirait celui-ci et ajouterait à sa propre gloire. Ainsi s'engage-t-il en mai 1795 dans l'expédition d'Egypte, qu'il s'attendait à trouver facile. Mais à Aboukir, le 1^{er} août 1798, la flotte anglaise écrase la française, l'expédition est

enfermée dans sa conquête et, sur le continent, l'Angleterre met sur pied une seconde coalition.

Bonaparte réussit à quitter l'Égypte, à échapper aux navires anglais, à être à Paris le 16 octobre 1799, Le 9 novembre (18 brumaire an VIII), par un coup d'État hasardeux, il réussit à renverser le Directoire et, par le moyen d'un triumvirat provisoire, à conquérir un pouvoir qu'il ne lâchera plus.

La Révolution et l'Empire

L'Empire, épopée et consolidation bourgeoise

L'« épopée » napoléonienne, qui a conduit à travers l'Europe des troupes françaises tour à tour victorieuses et défaites, est aussi l'histoire d'une stabilisation intérieure. Dans une France économiquement marquée par vingt-cinq années de troubles, elle a fixé pour de nombreuses décennies à la fois le souvenir d'une glorieuse aventure et les bases de la nouvelle société bourgeoise. «Soldat de la Révolution », « fondateur de la quatrième dynastie », qui succède à la mérovingienne, la

carolingienne et la capétienne, « usurpateur, rejeté, en Europe par les vieilles monarchies, en France par les tenants de l'Ancien Régime comme par ceux de l'an II, Napoléon Bonaparte l'a été tour à tour. Il a traversé l'Europe en vainqueur puis en vaincu, et il l'a bouleversée. Il a puisé, dans la monarchie et la République, les instruments d'un système de gouvernement qui survivront bien au-delà de sa chute et donné pour longtemps à la vie publique française le thème du sauveur plébiscité en qui le peuple peut remettre sa destinée. Laissant derrière lui une France économiquement stagnante, il a ainsi facilité l'installation de la nouvelle bourgeoisie dirigeante du siècle qui commence.

Le Consulat, l'ordre et la paix

« (Citoyens, la Révolution est fixée aux principes qui l'ont commencée, elle est finie». Dans ces mots de la proclamation de présentation de la nouvelle Constitution (celle de l'an VIII, décembre 1799), Bonaparte disait aux Français ce qu'ils attendaient : le maintien des acquis de la Révolution

et le retour au calme. Maître désormais du pouvoir, il se met à la tâche avec trois objectifs : le bon fonctionnement de l'État, le contrôle de la société, la paix. En deux ans, l'essentiel en sera atteint.

Réorganiser l'État.

Et, pour cela, avoir une bonne Constitution, une bonne administration et de bonnes Finances. La Constitution de l'an VIII, issue du coup d'État de Brumaire, met en œuvre le principe de Sieyès : « L'autorité vient d'en haut et la confiance d'en bas », mais cette fois au profit de Bonaparte. Elle établit en effet un Consulat où le pouvoir va à un Premier Consul qui a l'initiative des lois, traite du budget, de la diplomatie, de la guerre, nomme à presque tous les emplois et ne laisse à deux autres consuls que des fonctions honorifiques. Le pouvoir législatif se dilue entre quatre assemblées qui se neutralisent, et le système électoral ne sert qu'à établir des listes de notabilités dans lesquelles le Premier Consul opère les choix qu'il veut.

Ce pouvoir fort se prolonge par une administration centralisée où, rigoureusement, la directive descend vers le bas et le renseignement remonte vers le haut. Le ministère de l'Intérieur, cet ancien secrétariat d'État à la Maison du roi, en est la pièce maîtresse. Sur le terrain, dans chaque département, le préfet, à qui on demande d'être aussi obéissant qu'efficace, applique les ordres du gouvernement et lui transmet enquêtes, statistiques, recensements, informations policières.

Jamais à ce point l'État n'avait tenu le pays. Mais tout cela exige de l'argent et Bonaparte veut pour l'État des rentrées financières que ni l'Ancien Régime ni la République n'avaient su jusqu'ici se procurer en quantité suffisante. Pour y parvenir, il n'innove pas mais installe un rigoureux système d'établissement et de prélèvement de l'impôt, redonne du crédit à l'Etat par la création d'une Caisse d'amortissement, rend confiance au commerce en créant la Banque de France et confirme, comme unité monétaire, le franc, ce franc

de germinal qui devait rester stable tout au long du 19^e siècle. Ainsi, preuve du succès de ces mesures, on peut annoncer en 1802 que le budget de l'État est en équilibre.

Encadrer la société.

Et, pour cela, calmer les esprits, fixer les règles du jeu social et, à moyen terme, tenir la jeunesse. Bonaparte, pour qui la religion n'est pas «le mystère de l'Incarnation mais celui de l'ordre social », comprend qu'il faut réconcilier l'État et le catholicisme, qui tient au cœur de la plus grande part de la population. Il négocie donc, non sans peine, en 1801, avec Pie VII, un concordat qui, aux yeux du pape, comble le fossé qui s'était creusé entre la papauté et les Français, et, à ceux de Bonaparte, en reconnaissant la religion catholique comme celle de la majorité des Français, réinsère le clergé dans les structures de l'État. Les deux partis y voient tant d'avantages que Pie VII ferme les yeux sur des articles organiques que Bonaparte ajoute

unilatéralement pour calmer les anciens révolutionnaires.

Pour sortir du désordre des systèmes juridiques issus de la monarchie et de la République, on tire la synthèse qui répondait à la mentalité du moment et à la volonté du Premier Consul : le Code civil des Français, dont les 2 281 articles publiés en 1804 affirment fin des privilèges, la pleine reconnaissance du droit de propriété, l'autorité du chef de famille (la femme voit ainsi régresser son statut par les droits nouveaux reconnus aux hommes) et la liberté du travail, celle qui favorise l'employeur aux dépens de l'employé. Et la société trouve là pour deux siècles son cadre juridique.

Enfin, les écoles centrales, par une discipline trop lâche, une insuffisante insertion dans la culture classique, menacent de donner vie à une jeunesse mal soumise. Napoléon, se dirige vers la création de lycées dont la discipline militaire avec uniforme et tambour, dont l'enseignement fortement orienté vers

les langues anciennes. Tout cela avec la soumission aux autorités administratives préparent un avenir plus sûr et des serviteurs plus dociles de l'État Faire la paix... et marcher à l'Empire.

A son retour d'Egypte, Bonaparte trouve la France affrontée à une deuxième coalition des Anglais, des Russes et des Autrichiens. Mais plusieurs victoires, dont celle de Marengo le 14 Juin 1800, poussent les Russes à se retirer, les Autrichiens à signer à Lunéville, le 9 février 1801, un traité qui confirme celui de Campoformio. Les Anglais sont donc à nouveau seuls et, préoccupés par une agitation intérieure et le mécontentement irlandais, mesurant aussi la puissance française, ils préfèrent négocier. La paix d'Amiens, signée le 25 mars 1802, ramène ainsi sur le continent la paix, qu'on n'avait pas connue depuis 1792.

Immense est donc le prestige du Premier Consul. Mais, pour ce maître à la légitimité discutable, chaque victoire est une menace : aura-t-on encore besoin de lui ? Il lui faut donc mieux

asseoir son pouvoir. En jouant de deux arguments, la crainte du retour des Bourbons, la menace d'une reprise de la guerre, il devient en 1802 consul à vie comme rempart contre la poussée monarchiste du moment et, le 2 décembre 1804, alors que se fragilise l'instable paix d'Amiens, empereur des Français. Avec la caution populaire de plébiscites parfois aménagés, avec la caution religieuse de Pie VII, le « représentant couronné de la Révolution » renoue avec l'Empire de Charlemagne.

Le Consulat et l'Empire (1800-1814)

Le coup d'état du 18 brumaire n'est qu'un premier pas dans l'ascension rapide de **Bonaparte** au sommet du pouvoir. La Constitution de l'An VIII, préparée par les brumairiens du **Consulat**, confirme la prééminence du jeune général lorsqu'il est nommé **premier consul** en janvier 1800. Deux autres mesures importantes révèlent également la mentalité jacobine du nouveau dirigeant, soucieux de centraliser le pouvoir autour de sa personne. La première mesure concerne l'administration, avec la création des **préfets**, hauts-fonctionnaires nommés par l'Etat et qui ont pour mission principale de faire appliquer les décisions du pouvoir central et veiller à l'ordre des départements (**préfectures**) dont ils ont la charge. La seconde mesure concerne la création de la **Banque de France**, chargée de veiller à l'unité de la politique monétaire du pays. Cette Banque de France établira d'ailleurs en 1803

une nouvelle monnaie, le franc germinal, qui restera stable jusqu'en 1914.

Fidèle à ses idées inspirées du club des Jacobins, Bonaparte poursuit l'œuvre politique de la Révolution: en 1801 est proclamé le **Concordat**, par lequel l'Eglise et le clergé, tout en conservant le soutien financier de l'Etat, ne sont plus associés aux affaires du gouvernement. Le catholicisme n'est donc plus religion d'Etat, mais demeure statutairement la première religion des Français. Le Concordat est un premier pas vers la séparation officielle de l'Eglise et de l'Etat, qui n'interviendra définitivement qu'en 1905. Par ailleurs, l'aspect législatif du pouvoir judiciaire se trouve soigneusement déterminé par le **Code civil**, qui définit les droits et les libertés du corps social, citoyens et corporations. Ouvrage original et unique, il marque la singularité française en matière de législation, il réaffirme des acquis de la Révolution, tels que la liberté d'entreprise et de la concurrence, ainsi que les droits fondamentaux des

paysans en confirmant l'abolition des privilèges et le droit de propriété. En revanche, le code civil favorise une société qui repose sur l'autorité paternelle, plaçant les femmes sous la tutelle des hommes, renforçant le pouvoir des patrons sur les ouvriers.

Le sacre de **Napoléon 1^{er}**, empereur des Français, se déroule en décembre 1804 à Notre-Dame de Paris, en présence du pape venu de Rome. Le nouveau monarque absolu du peuple français est désormais prêt à conquérir l'Europe, et peut-être même le monde. Cette conquête commence cependant par une défaite contre les Anglais conduits par l'amiral Nelson, qui détruisent complètement la flotte française à Trafalgar, au large des côtes d'Espagne, en novembre 1805. Cette défaite va assurer à l'Angleterre la maîtrise des mers et la poursuite de ses ambitions coloniales aux dépens de la France, son concurrent principal. Ce revers maritime français est toutefois réparé par une série de victoires éclatantes des troupes impériales à

Austerlitz (décembre 1805) contre les armées austro-russes et à Iéna, l'année suivante, contre la Prusse. En 1807, de nouvelles victoires contre la Prusse (Eylau et Friedland), qui permettent à Napoléon d'installer son frère Jérôme sur le trône de Westphalie, ainsi qu'un traité d'alliance avec le tsar de Russie (Tilsit), assurent à la France sa domination sur une vaste partie de l'Europe. Mais Napoléon pense toujours à l'Angleterre, protégée par les mers, et l'empereur décide en 1808 d'instaurer un **blocus économique**, interdisant tout commerce européen avec les Iles britanniques. En 1809, Napoléon remporte à nouveau une victoire à Wagram, contre les Autrichiens, ouvrant les territoires de l'Adriatique à l'empire français. En 1811, cet empire a atteint son apogée, les membres de la famille de Napoléon sont à la tête des différents états sujets de l'Empire. En même temps, l'insatisfaction monte et la résistance s'organise : la Prusse restaure son armée et la Russie rompt le traité de Tilsit, forçant les troupes françaises dans

une campagne militaire en Russie qui se terminera par une retraite désastreuse où près de la moitié de la Grande Armée est anéantie.

La retraite de Russie amorce le déclin de l'Empire. En 1814, l'Europe entière forme une coalition contre la France, entraînant une confrontation à Leipzig, où les troupes françaises sont battues. La France est alors envahie et l'empereur doit abdiquer. Il est fait prisonnier et déporté à l'île d'Elbe, au large des côtes de Toscane. Napoléon s'en échappe cependant l'année suivante et en mars 1815, il parvient à reprendre le pouvoir, revenu depuis son départ à Louis XVIII, frère de Louis XVI. Mais ce retour de « l'ogre corse », ainsi qu'il est surnommé, est de courte durée, il se conclut par une ultime défaite contre les Anglais et les Prussiens le 18 juin, à Waterloo (Belgique). Les Cent Jours de Napoléon sont terminés, il est cette fois exilé à Sainte-Hélène, une petite île située dans l'Atlantique sud, à 6000

kilomètres de la France. La vie de Napoléon s'achève ici en 1821.

La fin de l'Empire coïncide avec la fin de la période révolutionnaire en France et des guerres continuelles qui l'ont marquée. Vingt ans de conflits ont fait plus de trois millions de morts en Europe, la France de 1815 est diminuée économiquement et socialement profondément divisée; avec le traité de Paris qui lui retire la Savoie, son territoire est réduit par rapport à l'état de ses frontières en 1789. Plus encore, l'image de la France s'est fortement détériorée, tous ses voisins se méfient désormais de cette nation révolutionnaire, ambitieuse et guerrière. Associant principalement l'Angleterre, l'Autriche et la Russie, la Sainte-Alliance est alors formée, elle prévoit une intervention militaire commune contre la France si la menace se réveillait à nouveau.

Le retour de la Monarchie (1815-1848)

Après l'épisode napoléonien des Cent Jours, la réinstallation de **Louis XVIII** sur le trône de France en juillet 1815 marque le début de la **Restauration** et le retour de la monarchie de droit divin en France. Cependant, le nouveau roi ne peut ignorer un quart de siècle de réformes et de changements. Il « octroie » ainsi au pays une **Charte**, qui n'est pas une constitution car elle dépend exclusivement du bon vouloir du monarque, mais elle maintient certains acquis fondamentaux de la Révolution, notamment ceux qui sont à l'avantage de la bourgeoisie. La Charte permet aussi la formation de partis, et l'assemblée se divise aussitôt en trois courants principaux : à gauche, les **libéraux** défendent les libertés de 1789 ; au centre, les **constitutionnels** sont partisans d'une Charte ouverte et démocratique ; enfin, à droite, les **ultra-royalistes**, soutenus par la noblesse, souhaitent le rétablissement des anciens privilèges. La Charte établit également le « suffrage

censitaire », par lequel une certaine catégorie de la population – les plus riches – peut bénéficier, en l’achetant, du droit de vote. Sur une population de 32 millions d’habitants que compte la France à l’époque, environ cent mille personnes bénéficient de ce droit.

Le règne de Louis XVIII (1815-1825) représente une période de calme et favorise une certaine prospérité économique pour le pays. Dans une atmosphère de relatif libéralisme politique, une réconciliation nationale s’opère entre le peuple ordinaire et la bourgeoisie d’une part – qui souhaitent éviter un retour à l’ordre ancien – et d’autre part les « émigrés » de la noblesse qui reviennent au pays, forcés à s’ajuster aux réalités nouvelles. Un changement de climat intervient cependant lorsque **Charles X**, frère de Louis XVIII, accède au trône en 1825. Les sympathies de Charles X envers le camp royaliste sont connues, et une partie de la noblesse croit alors que le moment est venu pour un retour à l’Ancien Régime. Charles X

se fait d'ailleurs sacrer à Reims, selon la tradition dynastique et l'une de ses premières mesures est d'accorder aux anciens propriétaires de biens nationaux une forte indemnité, ce qui provoque la colère des libéraux. Charles X s'emploie ainsi à affaiblir pendant son règne les prérogatives de la Charte qu'il juge trop libérales. En mai 1830, il dissout l'Assemblée, espérant ainsi reconduire une majorité élargie; le même mois, dans le but de consolider son autorité et de favoriser de nouveaux débouchés commerciaux aux pays, Charles X ordonne une expédition militaire contre la ville d'Alger, qui est finalement prise en juillet. Toutefois, si l'expédition d'Alger est un succès, la dissolution de l'Assemblée aboutit à un échec, car l'opposition libérale sort renforcée de ces élections. Charles X tente alors un coup de force : par une série d'ordonnances, il dissout à nouveau la Chambre, supprime la liberté de la presse et réduit le nombre d'électeurs en augmentant le « prix » du droit au vote (le « cens »). Ces mesures provoquent

la colère du peuple parisien, qui se révolte au cours de journées nommées les « **Trois Glorieuses** », les 27, 28 et 29 juillet. L'insurrection provoque finalement la chute de Charles X, et son exil.

C'est au duc d'Orléans, descendant de Louis XIII, que revient le trône de France, qu'il assumera sous le nom de **Louis-Philippe**. Le nouveau roi n'apporte pas de changements radicaux à la Charte, mais durant son règne, la menace d'un retour au pouvoir des royalistes se fait moins pressante. Au plan de l'expression publique, les libertés de la presse sont fortement réduites à partir de 1835, à la suite d'un attentat manqué contre le roi. Alors que le peuple continue à être tenu à l'écart du pouvoir, le suffrage censitaire est élargi, ce qui renforce le poids politique de la bourgeoisie libérale, qui bénéficie par ailleurs de l'expansion économique et industrielle du pays, surtout après 1840. L'industrie textile, la construction de machines, la métallurgie se développent fortement, favorisées par l'essor des chemins de fer et l'extraction du charbon. Ces

industries s'installent dans certaines villes et régions (le Nord, Paris, Lyon) où main d'œuvre et matières premières sont disponibles. Ces développements entraînent la formation d'une population ouvrière, le **prolétariat**, réceptive aux idées émergentes de théoriciens socialistes, dits « utopistes », tels que **le comte Henri de Saint Simon** (1760-1825) et **Fourier** (1772-1732), qui dénoncent la société capitaliste naissante, créée par la bourgeoisie.

C'est sous la **monarchie de juillet** de Louis-Philippe qu'a lieu un véritable réveil de la création littéraire, plutôt endormie pendant la Révolution et l'Empire. En 1830, **Victor Hugo** présente sa pièce *Hernani*, qui bouleverse les conventions classiques du théâtre, tout en faisant la synthèse de l'esprit du **Romantisme**, un mouvement autant artistique que politique par lequel se définissent la plupart des œuvres et des auteurs de l'époque, tels que **Balzac** et **Stendhal** pour le roman, **Lamartine** et **Hugo** pour la poésie, **Delacroix** et **Géricault** pour la peinture, **Berlioz** pour la musique.

Les thèses essentielles du romantisme soutiennent qu'il faut rompre avec les formes contraignantes du classicisme, laisser libre cours à l'expression individuelle et aux sentiments, donner une place aux masses populaires, privées du droit de parole. C'est dans ce contexte de foisonnement d'idées généreuses, héritières des penseurs des Lumières, que se préparent lentement de nouveaux changements politiques.

La seconde République (1848-1852)

La fin du règne de Louis-Philippe est précipitée par une crise économique qui apparaît en 1847, les mauvaises récoltes et la baisse des ventes industrielles entraînent une montée rapide du chômage et du mécontentement. L'opposition libérale exige des réformes, les paysans et les ouvriers réclament du travail. Le gouvernement, inquiet par cette agitation, interdit en février 1848 un **banquet** de protestation prévu à Paris. Une nouvelle fois, la foule parisienne se révolte, organise des barricades dans la capitale ; le 23 février, le roi renvoie Guizot, son premier ministre, tandis que la garde royale tire sur les manifestants, faisant une cinquantaine de morts. Le roi abdique le lendemain et aussitôt, la République est proclamée.

Le gouvernement provisoire est dirigé par **Lamartine**, un républicain modéré, mais il comprend aussi des membres plus radicaux, tels que le socialiste **Louis Blanc**, ainsi qu'un simple

ouvrier, nommé Albert. Le gouvernement adopte le drapeau tricolore, abandonné depuis la Restauration.

D'autres mesures suivent très vite : le **suffrage universel**, qui exclut néanmoins la moitié de la population, les femmes ; le **droit au travail**, qui astreint le gouvernement à fournir du travail à tous. Cette mesure, très coûteuse pour l'Etat, conduit à la création des **ateliers nationaux**, permettant ainsi aux chômeurs de retrouver un revenu. La journée de travail est fixée à dix heures maximum ; la peine de mort pour délit politique est abolie ; la liberté totale de la presse est assurée ; enfin, l'esclavage dans les colonies est aboli. Cette République sociale est généreuse, idéaliste, elle est le fruit d'idées et de combats d'hommes dont l'expérience politique et de gestion des affaires est cependant limitée. Pour cette raison, l'enthousiasme du début ne peut résister à une montée persistante de l'agitation. En fait, les républicains sociaux se retrouvent minoritaires à l'Assemblée dès les

premières élections. Les ateliers nationaux sont supprimés en juin, quelques mois après leur création, provoquant des manifestations d'ouvriers qui sont durement réprimées par l'armée. La bourgeoisie conservatrice, inquiète de voir l'anarchie s'installer dans le pays, s'associe avec les monarchistes pour adopter en novembre une nouvelle Constitution qui met le pouvoir entre les mains d'un président, éligible pour quatre ans seulement. Proposé par Thiers (qui avait déjà soutenu en 1830 Louis-Philippe), le nouveau président sera largement élu par le peuple français, dès décembre 1848, il s'appelle **Louis-Napoléon Bonaparte**, il est le neveu du grand empereur.

Encore une fois, ce mouvement populaire qui fait tomber dictatures et régimes autoritaires va être progressivement étouffé par le nouvel arrivant. L'Assemblée, qui renforce dès 1849 sa majorité de députés conservateurs et monarchistes, vote en 1850 des lois allant clairement à l'encontre de l'esprit révolutionnaire de 1848 : l'enseignement est

pratiquement confié à l'Église et une nouvelle loi électorale supprime *de facto* le vote ouvrier en imposant une résidence continue d'au moins trois ans, ce que la plupart des ouvriers, forcés à l'errance dans leur quête de travail, ne peuvent pas établir. Le corps électoral passe ainsi de près de dix millions en 1848 à un peu moins de 7 millions. Par ailleurs, devant une Assemblée réticente, le président cherche à prolonger de dix ans son mandat, qui doit s'achever en 1852, ainsi qu'il est prévu par la Constitution. Le 2 décembre 1851, jour anniversaire du sacre de Napoléon 1^{er} et de la victoire d'Austerlitz, Louis-Napoléon Bonaparte réalise son propre coup d'Etat, un peu plus d'un demi-siècle après le 18 Brumaire de son oncle illustre. Il dissout l'Assemblée nationale, restaure le suffrage universel, rédige une nouvelle Constitution et organise un plébiscite pour ratifier sa prise de pouvoir. L'armée réprime durement les insurgés et arrête les opposants dont une dizaine de milliers sont déportés en Algérie et en Guyane. Bonaparte

remporte le scrutin, grâce au nombre important d'abstentions et au vote conservateur massif des paysans et de la bourgeoisie des provinces, qui craignent le retour de l'anarchie. Un an plus tard, le 2 décembre à nouveau, le président contraint le Sénat, dont les membres sont tous nommés par lui, à accepter une nouvelle Constitution proclamant le **second Empire**. La seconde République est définitivement morte, elle n'a jamais bien vécu.

Le second Empire (1852-1870)

Sans grande surprise, le nouvel empereur **Napoléon III** s'attache dès le début de son règne à renforcer son emprise sur la nation. La police joue un rôle prépondérant dans ce contexte, elle est chargée de surveiller de près les citoyens et d'éliminer toute opposition. La presse est étroitement contrôlée par une série de lois qui obligent les journalistes à obtenir une autorisation avant de publier; le droit de réunion est limité, la correspondance est secrètement épiée. Victor Hugo

est forcé à l'exil. En province, une propagande soigneusement entretenue vante les mérites du régime. L'empereur épouse en 1853 une comtesse espagnole, **Eugénie Maria de Montijo de Guzman**, admirée en France; tout en exerçant une influence importante sur l'empereur, elle entretiendra une longue amitié avec la reine Victoria. Cette situation où règne l'ordre rassure la bourgeoisie industrielle, un climat économique favorable s'installe, le marché du travail s'améliore sensiblement. En 1857, assuré de son assise politique, l'empereur dissout l'Assemblée. Les élections lui renvoient une majorité massive : 90% des nouveaux députés sont dans son camp. L'année suivante, Napoléon III et l'impératrice Eugénie échappent à une tentative de meurtre par un activiste italien, Felice Orsini ; cet attentat provoque aussitôt la promulgation d'une loi de sûreté générale qui entraîne l'arrestation de centaines d'opposants au régime.

Sur le front extérieur, l'Empire cherche à affirmer son influence et à élargir son domaine colonial : la Nouvelle-Calédonie est annexée en 1853 ; la conquête du Sénégal débute en 1854 ; la totalité de l'Algérie est désormais acquise avec l'occupation de la Kabylie en 1857 ; Napoléon III visite l'Algérie en 1860 ; en **Chine**, la France reçoit des concessions dans plusieurs villes à la suite des **traités de Nankin** (1842) et de **Tientsin** (1858) ; l'armée française intervient aussi au Liban (1860), puis au Mexique (1861) ; enfin, un protectorat sur le **Cambodge** est instauré en 1863. Parallèlement à ces expéditions militaires, la multiplication d'œuvres littéraires révèle un intérêt croissant pour les contrées lointaines : *Un Voyage en Orient* (1851) de **Gérard de Nerval** ; *le Roman de la Momie* (1857) de **Théophile Gautier**, une fresque littéraire sur une Egypte idéalisée ; *Salammbô* (1862) de **Gustave Flaubert**, écrit après un voyage en Turquie et en Egypte en 1849-51.

Les peintres voyagent également, physiquement ou mentalement, trouvant l'inspiration dans de nouveaux thèmes et lumières : **Delacroix** et **Gérôme** en particulier, mais aussi **Ingres**, qui n'a jamais visité l'Orient, et plus tard, **Renoir**.

Par ailleurs, cette seconde moitié du XIX^e siècle inaugurée par l'Empire consacre un nouvel état d'esprit et des mentalités. Les progrès spectaculaires de la science dans tous les domaines, et surtout leurs multiples applications pour l'activité industrielle favorisent l'émergence d'une pensée rationaliste qui affirme la prééminence de l'empirisme scientifique dans toute activité humaine. Dans la lignée des philosophes des Lumières qui défendaient la supériorité de la raison sur la superstition, **Auguste Comte** (1798-1857) est le maître à penser de ce nouveau **positivisme**, qui fonde la sociologie moderne. En revanche, d'autres théoriciens font dériver ce nouvel esprit vers des théories racialistes inspirées de l'évolutionnisme

darwinien : *Essai sur l'inégalité des races humaines* (1853) du diplomate **Arthur Gobineau** (1816-1882) ; *Les lois psychologiques de l'évolution des peuples* (1894) du médecin naturaliste **Gustave Le Bon** (1831-1941).

La production littéraire est marquée également par ce nouvel esprit: avec l'essoufflement du romantisme politique et artistique, la générosité et l'idéal font place à un certain **réalisme** dans le style et les sujets traités. Ce réalisme est déjà présent dans les œuvres de **Balzac** et de **Flaubert**, mais il s'affirme plus encore avec les écrits de **Maupassant**, des **frères Goncourt**, et plus tard d'**Émile Zola**, le chef de file du **Naturalisme**, une vision de la littérature censée rendre compte de la société et de ses phénomènes avec le maximum de vérité et d'objectivité.

A partir de 1860, un certain libéralisme politique s'installe progressivement en France. Napoléon III, dont la santé se détériore, a perdu

beaucoup de son crédit auprès des industriels français après la signature d'un accord commercial avec l'Angleterre qui ouvre à cette dernière le marché français; par ailleurs, le clergé est mécontenté par un accord diplomatique avec le Piémont qui rend la Savoie et Nice à la France mais fait perdre une province à la papauté de Rome. L'empereur cherche ainsi à se réconcilier avec le peuple en accordant plus de libertés à la presse et aux assemblées, où la représentation républicaine s'agrandit peu à peu. En 1864, le **droit de grève** sous certaines conditions est accordé, les organisations syndicales sont tolérées. En 1867, les députés bénéficient du **droit d'interpellation**, qui peut forcer les ministres à venir défendre leur politique devant le corps législatif. En 1868, les lois sur la presse sont supprimées, les réunions électorales sont autorisées. Aux élections législatives de l'année suivante, l'opposition gagne un nombre de représentants sans précédent, conduisant à l'adoption le 20 avril 1870 d'une

nouvelle Constitution à caractère parlementaire et véritablement démocratique par laquelle les deux chambres détiennent le pouvoir législatif et les ministres sont responsables devant elles. Pour ratifier cette Constitution, Napoléon III convoque un nouveau plébiscite qu'il remporte avec un nombre de voix pratiquement égal à celui obtenu lors de son coup d'état de 1851. Cet extraordinaire retournement sera cependant de courte durée : à l'automne, la guerre contre la Prusse va changer toutes les données.

La IIIe République (1870-1940)

Forcée à entrer en guerre par la Prusse de Bismarck, la France, mal préparée, subit immédiatement un revers: Napoléon III est fait prisonnier à Sedan le 1^{er} septembre 1870 et Paris est assiégé par les troupes prussiennes. A l'intérieur de la capitale, la résistance s'organise. **Gambetta**, député républicain, proclame le 4 septembre la fin de l'empire et la nouvelle **III^e République** avant de

rejoindre en ballon la ville de Tours. Le siège de Paris dure plus de quatre mois, provoquant une famine, aggravée encore par une vague de froid sans précédent. Des élections législatives en février 1871 renvoient à l'Assemblée une majorité de députés monarchistes qui sont favorables aux conditions de paix imposées par la Prusse. Une nouvelle fois, il apparaît évident que si Paris et les grandes villes sont républicaines et jacobines, la province est conservatrice et monarchiste. En mars, le gouvernement nouvellement élu, avec Thiers à la tête de l'exécutif, s'installe à Versailles, tandis que le peuple de Paris forme un gouvernement insurrectionnel, la **Commune**. Les communards adoptent le drapeau rouge, dénoncent l'armistice avec l'Allemagne, proposent des réformes fondamentales en faveur des ouvriers et pour l'éducation (école laïque et gratuite). Les Versaillais organisent un nouveau siège de la capitale et le 21 mai, l'assaut final contre les **fédérés** de Paris est ordonné. De violentes batailles ont lieu pendant une

semaine, faisant de nombreux morts. La supériorité en nombre et en armes des Versaillais donne finalement la victoire au gouvernement légitimiste. Une des plus terribles répressions de l'histoire de France prend alors place : 25000 Parisiens sont fusillés, une autre dizaine de milliers sont condamnés et déportés. Le mouvement ouvrier est totalement décapité, la première révolution prolétarienne anticapitaliste est écrasée. La Commune possède une héroïne, **Louise Michel**, institutrice, qui a participé à tous les combats. L'Etat ne fusillant que les hommes, elle est jugée puis déportée en Nouvelle-Calédonie. Elle est amnistiée en 1880, avec tous les autres communards. Elle a publié ses *Mémoires* en 1886.

Le traité de paix de Francfort (10 mai 1871) contraint la France à abandonner à l'Allemagne ses deux provinces à la frontière du Rhin, l'Alsace et la Lorraine. La France doit aussi payer une lourde indemnité de guerre, mais pour l'essentiel, la « République sans républicains » est sauvée. En

1873, le conservateur Thiers est remplacé à la tête du pouvoir exécutif par un légitimiste, le maréchal **Mac-Mahon**, qui a dirigé la répression contre la Commune. Le gouvernement poursuit alors une politique active de promotion de valeurs morales, tout en surveillant de près une possible renaissance du mouvement ouvrier. A l'occasion de révisions des lois constitutionnelles, Mac-Mahon est officiellement désigné en 1875 **président de la République**, le chef de l'Etat sera désormais élu pour sept ans. Mais dès l'année suivante, le climat politique se retourne, les républicains reviennent en force dans les chambres, qu'ils contrôlent totalement en 1879, forçant la démission de Mac-Mahon.

La démocratie républicaine est désormais installée en France, elle ne sera interrompue que quelques années au cours du siècle suivant, pendant la seconde Guerre mondiale. Or, le camp républicain se partage déjà entre réformistes (radicaux) et modérés (« opportunistes »). C'est le

camp des modérés qui domine l'Assemblée, et sous la présidence du premier chef de l'Etat républicain, **Jules Grévy**, le premier ministre **Jules Ferry** prend en 1881 l'initiative de mesures populaires : liberté totale pour la presse et enseignement primaire laïc et gratuit pour tous, obligatoire de 6 à 13 ans. La liberté d'association sera votée en 1884, de même que l'élection des maires des communes, jusque là désignés par l'Etat. Cette même année, il est décidé que Paris sera l'hôte d'une Exposition Universelle en 1889, pour fêter le centenaire de la Révolution. En 1887 commence alors la construction d'une étrange structure de fer qui doit célébrer la puissance industrielle de la France. Deux ans plus tard, la **Tour Eiffel** est achevée.

Entre-temps, la politique coloniale française se poursuit, nettement plus agressive, soit sous forme de **protectorat**, qui laisse une marge de souveraineté aux peuples soumis par la France, soit sous forme de colonisation pure et simple,

l'administration du pays occupé dépendant directement de la métropole. La première forme est en fait souvent le prélude à la seconde. Entre 1874 et 1900, les corps expéditionnaires font tomber de nombreuses régions sous la tutelle française : en Afrique, après l'Algérie, c'est le Congo, le Soudan, la Tunisie, le Maroc, le Gabon, le Niger, le Dahomey, le Tchad, la Haute-Volta, Madagascar. En Asie, que l'on atteint beaucoup plus facilement depuis la mise en service en 1869 du canal de Suez, la péninsule indochinoise (Annam, Cambodge, Laos) passe entièrement sous contrôle français. En Chine, la France renforce ses positions dans le sud (Yunnan, Canton) mais aussi sur la côte est, à Shanghai; en 1900, la France participe au corps expéditionnaire européen qui écrase la révolte des Boxers. Le domaine colonial de la France atteint son apogée durant cette période, il couvre une superficie seize fois plus grande que celle de la métropole.

La droite républicaine se maintient au pouvoir exécutif mais doit faire face à la montée de l'opposition de la gauche radicale, ainsi que des socialistes. Le peuple français se méfie également de ce gouvernement né du massacre de la Commune, qui a épousé les valeurs bourgeoises, et dont la corruption de certains de ses membres devient apparente à la suite de quelques « affaires ». En 1891, le jour de la Fête du Travail, célébrée par les ouvriers depuis l'année précédente, les troupes tirent sur un rassemblement de manifestants à Fourmies (Nord) qui réclament la journée de travail limitée à 8 heures. En 1893, la menace socialiste se fait plus pressante, 50 députés, dont **Jules Guesde** et **Jean Jaurès**, arrivent à la Chambre. L'année suivante, le président **Sadi Carnot** est assassiné par un anarchiste italien qui voulait venger ses camarades militants condamnés à mort et dont la grâce avait été refusée par le président.

Le siècle se conclut par une « affaire » qui révèle clairement les divisions profondes au sein des

Français: le procès du capitaine **Dreyfus**, un officier juif de l'armée française condamné injustement en 1894 pour trahison et espionnage. L'écrivain **Émile Zola** prend la tête du mouvement dreyfusard lorsqu'il publie le 13 janvier 1898 dans le journal *L'Aurore* une lettre ouverte au président, intitulée *J'accuse*, dans laquelle il dénonce une série d'officiers qui ont manipulé l'instruction. Cet article, qui vaut une condamnation à son auteur et son exil pour un an, provoque un débat sans précédent dans la société française, mettant au jour les tendances xénophobiques d'une section de la population française, représentée par la droite nationaliste, militariste et antisémite. La République est même mise en danger, ce qui provoque une alliance entre socialistes et modérés. L'Affaire Dreyfus révèle aussi le rôle naissant de la presse écrite, un « quatrième pouvoir » qui ne cessera pas de s'affirmer au cours du **XX^e siècle**.

Le XX^e siècle.

Les premières années du XX^e siècle ont été surnommées la « **Belle Époque** ». Avec raison probablement, car ce sont des années d'insouciance et de confiance, d'inventions et de réalisations diverses. Les problèmes existent certes, mais l'optimisme domine, la « **fée électricité** » accomplit des merveilles, la « **petite reine** » donne l'occasion de faire les premiers tours de France à bicyclette, la musique peut s'écouter chez soi, sur d'élégants **gramophones**. Fallait-il que cet optimisme initial soit sanctionné ensuite par des événements qui font du XX^e siècle le plus violent et le plus meurtrier de l'Histoire ? Ces millions de morts, engendrés par les machines infernales de deux guerres mondiales et de dizaines de conflits régionaux, étaient-ils déjà inscrits dans cette gaieté imperturbable de la Belle Époque ? Pourtant, au cours ce même siècle bouleversant, des centaines de millions d'autres hommes et de femmes ont aussi retrouvé leur liberté et, comme le stipule la

Constitution française, le droit à disposer d'eux-mêmes, qu'ils ont parfois arrachés avec violence des mains de leurs anciens maîtres. Serait-ce le signe d'un équilibre pour l'avenir ? Dans ce siècle dont les faits appartiennent plus au monde qu'à un seul pays, la France a plongé au cœur de l'arène internationale à la mesure exacte de ce qu'ont été sa place et son rôle dans l'Histoire. Et cela a représenté un coût formidable : de 1939 à 1962, le pays n'a pratiquement pas cessé d'être en guerre et l'Empire de la III^e République, autour duquel la France avait largement construit sa puissance et son influence, a totalement disparu.

Le nouveau siècle (1900-1914)

En 1900, la France entre dans le XX^e siècle avec tous les signes de la modernité qui s'installent. La capitale se prépare d'ailleurs à accueillir une foule de visiteurs pour l'**Exposition universelle**, qui célébrera d'avril à novembre les merveilles de la science et des techniques. Paris est une ville de 4

millions d'habitants, encombrée par une intense circulation malgré les grandes avenues qui la traversent, créées par **Hausmann** sous le Second Empire. Les maisons sont équipées avec l'eau et le gaz, et de plus en plus de foyers bénéficient de l'électricité. Pour remédier à la congestion chronique de la ville, un moyen de transport révolutionnaire a été imaginé, le **métro**. Commencée en 1898, la première ligne souterraine est inaugurée le 14 juillet 1900. Grâce au métro, on peut dorénavant parcourir la ville d'est en ouest en une demi-heure, sur un trajet de dix kilomètres qui comprend seize stations. Les rames de trois voitures se succèdent toutes les six minutes, le tarif est de 20 centimes aller-retour pour les ouvriers, 25 centimes pour un aller simple en première classe. Le succès est immédiat, les Parisiens adorent leur métro, qui désormais ne cessera pas de s'agrandir. En 1914, le réseau métropolitain transporte déjà un million de passagers par jour.

L'exploit en juillet 1909 de **Louis Blériot**, un ingénieur français, ouvre également de nouvelles perspectives pour le transport, aérien cette fois : en 37 minutes, au départ de Calais, il survole dans son avion les 33 km qui séparent la France de l'Angleterre pour atterrir à Douvres, de l'autre côté de la Manche. Ce succès couronne les nombreuses années d'efforts de Blériot, qui remet l'ingénierie française à la pointe de la recherche en aéronautique, jusque là dominée par les frères Wright, ingénieurs américains.

Les travaux de la science sont aussi fortement marqués par **Marie Curie**, une jeune scientifique d'origine polonaise installée en France depuis 1892. Elle reçoit avec son mari le prix Nobel de physique en 1903, deux ans après sa fondation par l'Académie de Stockholm. Ce prix récompense leurs recherches sur la radioactivité. En 1911, à la suite de sa découverte du polonium et de l'uranium, elle reçoit son deuxième prix Nobel, un fait qui reste encore unique dans l'histoire du plus

prestigieux des prix. Ses travaux auront un impact considérable dans de nombreux domaines de la science, et en particulier la médecine. Marie Curie meurt en 1934 d'une leucémie, les cahiers de notes qu'elle tenait dans son laboratoire sont aujourd'hui encore irradiés par ses expériences. L'année suivante, c'est au tour de sa fille Irène d'obtenir le prix Nobel de chimie, pour ses travaux permettant la fabrication artificielle de la radioactivité.

Au plan politique, le débat autour de l'Affaire Dreyfus a conduit à la formation d'un ministère de « **Défense républicaine** » qui puisse contenir l'influence du camp des anti-dreyfusards, regroupant de manière informelle les monarchistes, les nationalistes, les catholiques et les militaristes. Une certaine radicalisation du gouvernement se produit durant cette période, connue sous le nom de « **République anticléricale** » (1899-1906). L'Église est particulièrement visée: en 1904, le gouvernement français rompt les relations diplomatiques avec le Vatican et l'année suivante,

une loi stipule que si la liberté de culte reste toujours reconnue dans le pays, l'Etat ne subventionnera plus les opérations liées à ces cultes, parmi lesquelles figurent les salaires des évêques et des prêtres. La loi signifie de fait la fin du Concordat signé par Napoléon en 1801, et la III^e République déclare ainsi formellement la **séparation de l'Église et de l'État**, dont on peut faire remonter l'association jusqu'à Clovis, au 5^e siècle. Cette mesure provoque naturellement d'importantes protestations dans le camp catholique, notamment lorsque le gouvernement procède aux **inventaires des biens de l'Église** (1906) pour les transmettre à des associations « cultuelles » regroupant ses fidèles. Toutefois, cette nouvelle autonomie de l'Église ne provoque pas d'affrontements durables entre catholiques et laïques, elle contribue au contraire à affaiblir le mouvement anticlérical en France, qui formait la base de l'alliance entre les différentes tendances de la gauche. Les années qui précèdent le

premier conflit mondial vont d'ailleurs révéler de nombreuses fractures au sein du camp républicain, divisé entre modérés, radicaux et socialistes. À partir de 1910, une instabilité ministérielle s'installe, provoquant pas moins de neuf changements de gouvernement en quatre ans. Cette instabilité de l'exécutif, causée par les changements fréquents du personnel législatif dans des chambres dont les majorités se font et se défont selon les résultats électoraux et les alliances des partis, va d'ailleurs être la marque distinctive de la vie politique française, au moins jusqu'en 1958.

La Première Guerre Mondiale (1914-1918)

La tension entre l'Allemagne et la France ne cesse de s'aggraver après 1910, l'Alsace et la Lorraine cédées aux Allemands en 1871 restent au cœur du contentieux entre les deux pays. Alors que les armées allemandes s'équipent et se renforcent, les députés français se disputent sur la durée du service militaire obligatoire en France, qui passe de

deux à trois ans, selon la législation du moment. Les socialistes, dont fait partie **Jean Jaurès**, pacifistes et antimilitaristes, s'opposent vivement à une perspective de guerre. Cependant, à la suite de l'assassinat à Sarajevo en juin 1914 de l'archiduc d'Autriche, l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie forment une alliance (les **Empires centraux**) pour envahir la Serbie. En réponse, **Raymond Poincaré**, alors président de la République, signe un traité d'amitié avec l'Angleterre et Nicolas II, Tsar de Russie (la **Triple Alliance**). Les événements se précipitent alors, le pacifiste Jean Jaurès est assassiné, laissant le champ libre aux promoteurs de la guerre. Le 1^{er} et le 3 août 1914, l'Allemagne déclare successivement la guerre à la Russie puis à la France. Aussitôt, une « **union sacrée** » de l'ensemble des politiciens français se met en place et la mobilisation des troupes françaises est organisée dans l'enthousiasme. Tout le monde est persuadé que le conflit sera régional et de courte durée. Or, cette guerre durera quatre ans et elle

prendra une dimension mondiale, pour la première fois dans l'histoire.

Même si ce conflit implique des nations aussi lointaines que le Japon et les États-Unis, ou plus proches, comme le Portugal, l'Italie, la Roumanie et la Grèce qui combattent, aux côtés de la Triple Alliance, les Empires centraux et leurs alliés, la Turquie et la Bulgarie, le champ de bataille se situe largement sur le territoire français. L'offensive allemande est d'abord repoussée par les armées françaises du maréchal **Joffre**, le long des rives de la Marne, à l'est de Paris, sur un front de 300 km qui engage deux millions d'hommes. Pour attaquer les troupes allemandes, des milliers de soldats français sont transportés au front par des taxis. L'année suivante, en 1915, les armées allemandes tentent d'attaquer par la mer du nord, mais sans succès. A l'automne, une vaste offensive franco-anglaise en Champagne est un échec, faisant des centaines de milliers de victimes. Le front se stabilise alors dans l'est et en 1916 commence

la **bataille de Verdun**, un enfer qui durera près d'un an, de février à décembre. La bataille se déroule en grande partie dans un immense réseau de **tranchées** où périssent dans d'horribles conditions 300.000 soldats de chaque camp, tandis que 700.000 autres sont mutilés, blessés ou disparus. L'année suivante, en 1917, **Georges Clémenceau**, président du Conseil, relance l'offensive française, mais sans grand succès, malgré ses déplacements personnels sur le théâtre des combats pour encourager les « **poilus** », surnom donné aux soldats français. Par ailleurs, à la suite de la destruction de cargos américains par les Allemands, les États-Unis, qui avaient adopté jusque là une position isolationniste, entrent dans le conflit pour combattre aux côtés de la France et de l'Angleterre. Sur le front politique domestique, alors que se multiplient dans l'armée les mutineries et les désertions, les ministres socialistes, rompant l'Union Sacrée, quittent le gouvernement, en protestation contre les offensives meurtrières

massives qui entraînent les pertes inutiles de soldats. En décembre 1917, une autre donnée change les conditions du conflit : la révolution bolchévique qui éclate à Moscou stoppe les hostilités sur le front russe, permettant alors aux Allemands de renforcer leurs positions sur le front occidental.

En mars 1918, les troupes du Reich gagnent des positions en Flandre et en Champagne et arrivent à 65 km de Paris, qui est alors bombardée par des canons allemands de 30 mètres de long. Le front est cependant contenu aux environs d'Amiens jusqu'à l'arrivée des renforts américains, en juillet. Avec cette supériorité numérique, qui s'ajoute à l'utilisation par les troupes alliées des avions et des nouveaux chars d'assaut mis au point par le fabricant d'automobiles Renault, les armées du Reich sont dominées et battent finalement en retraite. Au mois de novembre, la Turquie et l'Autriche-Hongrie capitulent, ne laissant plus de choix à l'Allemagne, qui accepte la défaite à son

tour. L'**armistice** est signé le **11 novembre** à **Rethondes**, près de Paris. Cette guerre la plus meurtrière de l'histoire a fait plus de huit millions de morts.

La Conférence de la Paix commence en janvier 1919, mais les Alliés victorieux y découvrent leurs divisions. La France, représentée par **Clémenceau**, exige des réparations maximales de la part de l'Allemagne, l'Angleterre toutefois ne souhaite pas que la France sorte excessivement renforcée de cette victoire, les États-Unis adoptent une position plus neutre, exigeant la création d'une Société des Nations qui puisse régler les futurs conflits. Les négociations aboutissent finalement au **Traité de Versailles**, signé en juin 1919. Selon les termes de l'accord, l'Allemagne doit rendre l'Alsace et la Lorraine à la France; elle doit payer pour réparations de guerre 132 milliards de marks-or, dont la moitié va à la France ; la Rhénanie et la Sarre, provinces limitrophes de la France, seront occupées et démilitarisées ; il est interdit à

l'Allemagne de développer un armement et de posséder une armée de plus de 100.000 hommes ; toute alliance avec l'Autriche lui est également interdite ; enfin, l'Allemagne doit remettre toutes ses colonies situées dans le Pacifique à l'Australie et au Japon tandis que celles d'Afrique sont partagées entre la Belgique, l'Angleterre et la France. Ce traité, qui humilie profondément l'Allemagne, va avoir des conséquences désastreuses pour l'économie du pays. Il va aussi bouleverser la carte politique de l'Europe, exacerbant de nombreux sentiments nationalistes.

L'Entre-deux-guerres (1919-1939)

La victoire de la France en 1918, ainsi que la crainte diffuse parmi la population des « possédants » que la révolution russe (*le péril bolchévique*) ne s'étende en Europe, permettent aux républicains conservateurs de revenir au pouvoir en 1919. **Raymond Poincaré**, ancien président de la République, remplace son vieil ennemi, le modéré

Georges Clémenceau, à la présidence du Conseil. Le nouveau gouvernement forme le **Bloc national**, qui réprime durement des grandes grèves ouvrières durant l'hiver. Poincaré exige par ailleurs que l'Allemagne paie régulièrement ses dettes de guerre et décide en 1923 **l'occupation de la Ruhr** par les troupes françaises. Cette mesure provoque une panique dans les milieux financiers européens, ainsi qu'une intense spéculation sur le franc. Pour protéger la monnaie nationale, Poincaré augmente alors les impôts de 20%, une décision très impopulaire qui entraîne la défaite du Bloc national aux élections législatives de 1924, gagnées par les radicaux et leurs alliés socialistes. Le nouveau président du Conseil, **Edouard Herriot**, visant les « possédants », propose quant à lui de créer un impôt sur le capital. Cette fois, des fortunes quittent la France massivement, provoquant une nouvelle crise monétaire. Herriot est forcé à démissionner en 1926 et Poincaré est alors rappelé pour former un **gouvernement d'union nationale**, qui embrasse

les différentes tendances à l'Assemblée. Grâce à une politique ferme d'économies et de mesures fiscales, Poincaré réussit à restaurer la confiance et à stabiliser le franc. Ce succès assure d'ailleurs une nouvelle victoire politique à la droite aux élections législatives de 1928. Poincaré démissionne pour des raisons de santé l'année suivante, mais l'économie française, pour l'instant remise sur ses rails, connaît une certaine prospérité.

Les années vingt ne peuvent pas être seulement définies par une série de troubles monétaires et politiques. C'est aussi une période de profonds changements culturels au sein d'une nouvelle société qui, après les horreurs de la Grande Guerre, se réjouit de la paix retrouvée. Si la période qui précède la première guerre mondiale a reçu le surnom de « **Belle Époque** », celle qui lui succède a été nommée les « **Années Folles** ». Les femmes jouent un rôle important dans cette mutation de la société. Pendant les années de guerre, elles remplaçaient les hommes dans les industries, elles

étaient devenues les « chefs de famille », elles ont acquis une indépendance sans précédent. Le taux de natalité a par ailleurs fortement baissé, créant les conditions d'une plus grande liberté des femmes, qui ne sont plus seulement des mères. L'écrivain **Colette**, par ses ouvrages et sa personnalité, symbolise bien ce renouveau féminin, ainsi que la styliste **Coco Chanel**, qui impose ses vues révolutionnaires sur le vêtement féminin. Un roman d'un ancien président de la *Société des Lettres*, Victor Margueritte, intitulé *la Garçonne*, qui vendu à 150.000 exemplaires dès sa parution en 1922, fait le procès de la société masculine et bourgeoise qui opprime la moitié de la population, les femmes. Par ailleurs, le **Surréalisme**, que son principal théoricien **André Breton** définit dans un manifeste daté de 1924, engage la création littéraire et artistique dans une véritable révolution culturelle, où le culte radical de la liberté prend une place centrale.

En 1930, le gouvernement conservateur d'**André Tardieu** décide de mesures fiscales importantes en faveur des moins riches : l'école secondaire gratuite et la création des **assurances sociales**, qui permettent aux employés et ouvriers qui paient une cotisation régulière de se faire rembourser leurs dépenses de santé. Ce même gouvernement décide par ailleurs de commencer la construction de la **ligne Maginot**, une frontière fortifiée entre la France et l'Allemagne. La France présente aussi en 1931 sa troisième **Exposition coloniale** à Vincennes, aux portes de Paris, dans laquelle elle veut célébrer la gloire de son empire qui doit apporter la civilisation aux peuples qui en sont privés. Toutes ces mesures veulent être les signes d'une économie prospère et d'une république éclairée et généreuse. Mais la crise économique, qui semblait ne pas avoir encore touché la France depuis le « krach » financier de 1929, montre bientôt sa présence, avec en particulier l'accroissement du nombre de chômeurs.

En 1932, la récession s'installe définitivement. Capitalisant sur l'insatisfaction populaire, la gauche radicale remporte les élections et revient au pouvoir, mais pour une période de deux ans seulement. Le nouveau gouvernement, qui ne bénéficie dans son exercice que d'un soutien relatif de la part des socialistes, ne parvient pas à redresser l'économie et est forcé à démissionner en février 1934, face à des manifestations de l'extrême-droite qui alimentent un climat antiparlementariste. Depuis un an déjà, **Adolf Hitler** s'est emparé du pouvoir en Allemagne et construit sa propagande autour d'une revanche envers la France. La menace fasciste contribue à la création d'une stratégie d'union de la gauche pour la reconquête du pouvoir. Le **Front Populaire**, qui rassemble une large coalition de radicaux, socialistes et communistes soutenus par les syndicats de gauche voit le jour en juillet 1935 et remporte largement les élections de 1936. Le gouvernement du socialiste **Léon Blum**, qui comprend pour la première fois des femmes à des

postes ministériels, fait immédiatement voter une série de lois sociales dont les plus fameuses sont la semaine de travail limitée à quarante heures et les **congés payés**, qui assurent à chaque travailleur deux semaines de vacances par an sans retrait de salaire. Mais là encore, ce gouvernement de gauche populaire est de courte durée. Le déficit budgétaire, les disputes au sujet de l'intervention dans la guerre civile espagnole, l'opposition du Sénat aux réformes entraînent la démission de Blum en 1937 et l'éclatement de l'alliance. Dès 1938, au moment où Hitler annexe l'Autriche, le front populaire n'existe plus, le gouvernement est dirigé par un radical, **Edouard Daladier**, qui s'appuie sur la droite et exclut les socialistes.

En septembre 1938, Daladier, avec l'Italien **Mussolini** et l'Anglais **Chamberlain**, signent les **Accords de Munich**, dans lesquels sont reconnus les droits de l'Allemagne sur les Sudètes, la partie occidentale de la Tchécoslovaquie, un pays avec qui la France est pourtant alliée. Les Français,

qui veulent la paix, approuvent en général ce traité mais Daladier est très critiqué par les représentants de la gauche, qui considèrent la réunion de Munich comme un acte de trahison. Le chef du gouvernement veut cependant toujours croire à la paix et veut surtout préserver l'entente avec l'Angleterre, qui est en faveur de « l'apaisement » d'Hitler. Le calcul échoue, les ambitions d'Hitler sont bien plus vastes: en mars 1939, ses troupes envahissent le reste de la Tchécoslovaquie. En août, à l'issue de négociations secrètes, Hitler signe un pacte de non agression avec la Russie de **Staline**, qui veut éviter une guerre à sa porte. Le 1er septembre, la machine infernale est de nouveau engagée, les armées d'Hitler envahissent la Pologne. Devant une telle provocation, la France et l'Angleterre n'ont désormais plus le choix: le 3 septembre, ces deux pays déclarent la guerre à l'Allemagne.

La Seconde Guerre Mondiale (1939-1945)

Dans les mois qui suivent la déclaration de guerre, les armées du III^e Reich, bien équipées et organisées, appuyées par des blindés et une puissante force aérienne, envahissent sans difficulté la Norvège et le Danemark, puis la Hollande et la Belgique. En mai 1940, après une longue attente (« la drôle de guerre ») qui a démoralisé les soldats français, l'armée allemande franchit la frontière près de Sedan, là où s'arrête la ligne Maginot, dont la construction commencée en 1929 était censée assurer à la France sa sécurité. Les *Panzers* allemands traversent facilement les Ardennes, une région de collines que l'on croyait pourtant infranchissables. Les forces allemandes gagnent ensuite les côtes de la Manche, encerclant l'armée française à Dunkerque. Un exode massif de civils vers le sud s'ensuit, des millions de Français terrorisés fuient sur les routes l'avancée allemande. L'armée française, peu préparée à une telle attaque, est écrasée en six semaines et la capitale est envahie

le 14 juin. Le 22 juin, le gouvernement français accepte les conditions de l'armistice, qui est signé à Rethondes, au même endroit où l'Allemagne avait reconnu sa défaite le 11 novembre 1918. Quelques jours plus tôt, **Charles de Gaulle**, un officier alors pratiquement inconnu, a pris l'initiative de lancer un appel par radio depuis Londres, dans lequel il demande aux Français de résister à l'envahisseur. Cet **appel du 18 juin** a été peu entendu toutefois. Pour l'instant, l'Alsace et la Lorraine sont à nouveau annexées à l'Allemagne et la France se trouve divisée en deux: le nord de la Loire et la façade atlantique seront sous le contrôle des Allemands, tandis que le sud est déclarée « zone libre » et sera dirigé par un « État français », favorable à l'occupant allemand.

Conduit par le **maréchal Pétain**, 84 ans, héros de la Grande Guerre à Verdun, le nouveau gouvernement s'installe à **Vichy**, ville situé au centre-nord de la zone libre. Ce gouvernement comprend **Pierre Laval**, le plus proche

collaborateur de Pétain, ainsi que de nombreux membres du mouvement d'extrême droite *Action française* et des représentants du monde industriel. Il bénéficie également du soutien de la hiérarchie catholique et des milieux nationalistes. Une nouvelle Constitution est immédiatement établie, donnant les pleins pouvoirs au chef de l'Etat, supprimant partis politiques et syndicats, interdisant le droit de grève et s'articulant sur trois principes : **Travail, Famille et Patrie**. Cet ordre nouveau représente en fait une négation complète des acquis de la démocratie française, depuis la Révolution de 1789 jusqu'au Front populaire de 1936. Le 24 octobre 1940, le maréchal Pétain, en rencontrant personnellement Hitler à Montoire (Loire), confirme la volonté de l'Etat français de collaborer avec l'Allemagne nazie. Les anciens membres du gouvernement (Blum, Daladier, Reynaud), sont condamnés, les opposants au nouveau régime (**Jean Moulin, Mendès France**) sont arrêtés; les premières persécutions contre la

population juive de France commencent également; elles culmineront en 1942, avec le port obligatoire de l'étoile jaune et les déportations massives des Juifs vers les camps de concentration en Allemagne. Par l'intermédiaire du **S.T.O** (Service du Travail Obligatoire) à partir de 1943, la France envoie aussi sa jeunesse et ses ouvriers travailler pour l'industrie allemande. L'objectif du gouvernement de Vichy est de devenir, dans une nouvelle Europe nazie, la seconde puissance économique et industrielle après l'Allemagne.

Entre l'occupation allemande et la France vichyste, la **Résistance** française s'organise peu à peu. **Jean Moulin**, un jeune préfet qui s'est opposé ouvertement au gouvernement de Vichy, parvient à s'échapper et à gagner l'Angleterre où il retrouve le général de Gaulle, qui a formé un gouvernement pour la France libre, le **Comité national français**. Avec de Gaulle, Jean Moulin organise dès septembre 1941 les premiers réseaux de la Résistance, qui facilitent les passages d'évadés de la

zone occupée en zone libre, fournissent de l'aide aux Juifs persécutés, organisent des attaques ponctuelles de sabotage contre l'occupant. En juin 1941, la rupture du pacte germano-soviétique avait déjà décidé de nombreux communistes français à soutenir la Résistance, à laquelle se joindront également des milliers d'hommes qui refusent de participer au S.T.O. Le 1er janvier 1942, Jean Moulin se fait parachuter en zone sud et parvient, en mai 1943, à unifier les différents groupes de résistants sous la même organisation, le **Conseil national de la Résistance (CNR)**, qui promet sa fidélité au général de Gaulle. Peu après, le général Delestraint, chef de l'**Armée secrète**, le bras armé de la Résistance, est arrêté à Paris, à la suite d'une dénonciation. Jean Moulin, qui tente de réorganiser l'Armée, est arrêté à son tour le 21 juin 1943 puis torturé par la Gestapo de Lyon. Jean Moulin meurt au cours du trajet qui doit le ramener dans la capitale. Après lui, la Résistance va continuer, elle

jouera un rôle important lors du débarquement en France des troupes alliées.

En novembre 1942, les Allemands envahissent la zone sud de la France, inquiétés par un débarquement allié en Afrique du Nord. Mais les défaites successives sur plusieurs fronts au cours de l'année 1943 affaiblissent considérablement les armées du IIIe Reich. Le 6 juin 1944, une force alliée composée de 50.000 hommes est mobilisée pour le **débarquement** sur les côtes de Normandie. L'affrontement est extrêmement meurtrier, faisant des dizaines de milliers de tués parmi les troupes alliées. Malgré ces pertes, l'avance continue, grâce notamment aux interventions des **Forces Françaises de l'Intérieur** (F.F.I.) dirigées par le général **Koenig**, qui gênent ou empêchent le repli et le déploiement des armées allemandes. Ces actions des résistants provoquent l'exaspération des Allemands qui se livrent en représailles à des exécutions massives d'otages, en particulier à **Oradour**, près de Limoges, où la quasi-totalité de

la population du village est massacrée. Le 15 août, un autre débarquement franco-américain a lieu en Provence, dont les éléments français sont dirigés par le général **de Lattre de Tassigny**. Dix jours plus tard, le 25 août, ses troupes entrent dans Paris, déjà insurgé depuis une semaine. Le même jour, le général de Gaulle, qui recueille la reddition allemande, prononce devant l'Hôtel de Ville un bref discours, dans lequel il salut la victoire et le courage des Français en oubliant toutefois de rendre hommage à leurs alliés américains et anglais. La capitale et la France sont enfin libérées, de Gaulle prend la tête du **Gouvernement Provisoire de la République Française**(G.P.R.F.) formé dès le 30 août. L'Allemagne capitulera sans conditions un an plus tard, à Reims, en mai 1945.

La IV^e République et la décolonisation (1946-1958)

Dans les mois qui suivent la **Libération**, la France entre dans une période d'euphorie à la mesure de la souffrance et des privations qu'elle a connues pendant près de cinq ans. Cette euphorie est incarnée par la renaissance culturelle qui a lieu autour du quartier de **Saint-Germain-des Prés**, situé sur la **rive gauche** de la Seine, au cœur de Paris. La jeunesse parisienne y célèbre la liberté retrouvée dans les clubs de jazz, comme le **Tabou**, où chantent **Boris Vian** et **Juliette Gréco** ; le **café de Flore** deviendra mondialement célèbre quand il sera désormais fréquenté par le philosophe **Jean-Paul Sartre**, créateur de l'**Existentialisme**, avec sa compagne, **Simone de Beauvoir**, avocate du droit des femmes. Deux organes de presse dont l'influence sur la vie intellectuelle française ne cessera pas de grandir sont aussi créés dans les mois qui suivent la Libération : *Le Monde*, un journal de centre-gauche, dirigé par Hubert Beuve-Méry,

et *Les Temps Modernes*, une revue de réflexion philosophique lancée par Jean-Paul Sartre. Parallèlement à ces développements, un climat de vengeance s'est installé, c'est l'**épuration**. Des milliers d'anciens collaborateurs sont condamnés par la justice et des centaines sont fusillés, dont Pierre Laval, le proche collaborateur de Pétain; plusieurs milliers d'autres ont déjà été exécutés sommairement par des milices incontrôlées, en dehors de tout tribunal. Certaines femmes accusées d'avoir eu des relations avec les nazis sont tondues et soumises à la vindicte publique. Le maréchal Pétain est quant à lui condamné à mort en août 1945 mais sa peine est commuée en détention à perpétuité, en raison de son âge. Dès 1945, le gouvernement provisoire de de Gaulle s'engage dans des réformes radicales : **nationalisations** de grandes banques et entreprises, **droit de vote pour les femmes**, création de la **Sécurité Sociale**. En même temps, l'Assemblée élue en octobre 1945, dominée par les partis de gauche, prépare le projet

d'une nouvelle Constitution largement basée sur le concept de la III^e République. Le général de Gaulle, partisan d'un exécutif fort qui selon lui a toujours manqué au système précédent, n'approuve pas cette orientation, et cette position de principe l'oblige à démissionner en janvier 1946. La Constitution est finalement approuvée par référendum en octobre et le socialiste **Vincent Auriol** devient le premier président de la **IV^e République**, en janvier 1947. Toutefois, les désaccords au sein de la gauche apparaissent très vite, les communistes quittent ainsi le gouvernement en mai et rejoignent les gaullistes dans l'opposition. L'une des causes principales de ces disputes est l'attitude à adopter vis-à-vis de l'aggravation de la **crise indochinoise**, qui a éclaté au cours de l'année précédente.

En fait, les conflits émergents dans les colonies de la III^e République vont être une source permanente d'ennuis pour la IV^e République. Les conditions ont changé : la guerre a affaibli l'autorité de la métropole et les colonies qui sont restées

libres ont joué un rôle stratégique important durant le conflit. Par ailleurs, l'Angleterre a formé le Commonwealth et s'est déjà engagée dans une politique de décolonisation, ce qui fournit des arguments aux indépendantistes qui veulent se libérer à leur tour de l'empire français. Le **Vietnam**, occupé par les Japonais pendant la guerre, a profité de la libération pour proclamer son indépendance en 1945, ce que la France naturellement refuse. **Hô Chi Minh**, le dirigeant communiste des forces vietnamiennes, organise la résistance dans le nord, avec l'appui de l'Union Soviétique dans un premier temps, puis de la Chine à partir de 1949. Pendant huit longues années de guérilla épuisante que l'opinion publique a nommée la « sale guerre », l'armée française s'enlise dans la jungle indochinoise sans enregistrer de victoire décisive. En 1954, la bataille meurtrière de **DiênBiên Phu** précipite la fin du conflit : isolée dans une vallée, l'armée française est assaillie pendant plusieurs mois sous le déluge de feu des troupes

ennemies et doit finalement capituler le 7 mai. Ce désastre entraîne la chute immédiate du gouvernement en métropole. Le socialiste **Mendès France**, le nouveau président du Conseil, partisan de la paix en Indochine et de la décolonisation, forme un gouvernement où figure déjà François Mitterrand. Mendès France signe en juillet 1954 les **Accords de Genève**, qui entérinent l'indépendance du Laos et du Cambodge et partagent le Vietnam en deux zones, au nord et au sud du 17^e parallèle. L'Indochine, où 100.000 soldats français ont trouvé la mort durant huit années de guerre, disparaît ainsi de la carte coloniale française.

Au moment où la paix est signée pour l'Indochine, la guerre commence en **Algérie**. Alors que le Maroc et la Tunisie obtiennent leur indépendance de la France sans conflit en 1956, ainsi que la plupart des colonies d'Afrique noire dans les années qui suivent, le cas de l'Algérie est plus complexe. Première conquête de la France au

XIX^e siècle, ce pays a des liens humains et économiques profonds avec la métropole et le gouvernement français n'est pas prêt à les rompre. Les hostilités sont déclenchées le 1^{er} novembre 1954 lorsque la France réagit à des attentats meurtriers et réprime durement un mouvement insurrectionnel du **Front de Libération National** (FLN) algérien. Mendès France, dont les opinions pro-indépendantistes font craindre le pire aux partisans de la fermeté envers le FLN, est forcé à démissionner en février 1955, après seulement sept mois à la tête du gouvernement. De retour au pouvoir en 1956, les socialistes forment un gouvernement conduit par **Guy Mollet**, qui s'engage dans une politique de pacification et de négociations avec l'Algérie. Mais le FLN ne veut entendre qu'un seul mot, l'indépendance. Par ailleurs, l'armée française en Algérie, commandée à partir de 1957 par le général **Massu**, est accusée de torturer les opposants ou de les faire disparaître, ce qui provoque le mécontentement de l'opinion

publique. A partir de mai 1957, une série de gouvernements se succèdent à Paris sans parvenir à régler la crise algérienne. En mai 1958, inquiétés par les ouvertures du gouvernement de la métropole en direction du FLN, les Français d'Algérie, l'armée française du général Massu et les autorités policières locales menacent de former un pouvoir insurrectionnel contre la République. Ils demandent l'investiture du général **de Gaulle** et exigent une nouvelle constitution pour la France. La pression réussit: le 3 juin, après avoir formé son gouvernement, de Gaulle reçoit les pleins pouvoirs de **René Coty**, le dernier président de la IV^e République, qui vient de s'achever dans la confusion algérienne.

La Ve République (depuis 1958)

Dès son arrivée à la tête du gouvernement, le **général de Gaulle** se charge d'élaborer une nouvelle constitution, ainsi qu'il en a reçu le mandat. Cette nouvelle constitution va rompre totalement avec les précédentes en donnant un pouvoir sans précédent au président de la République, qui devient désormais la figure principale de l'exécutif : le chef de l'Etat est élu pour un mandat de sept ans ; même s'il est responsable devant le Parlement, c'est le président qui nomme son premier ministre ; le président peut également dissoudre l'Assemblée nationale et consulter la nation par référendum. La nouvelle constitution de la **V^e République** est acceptée à une large majorité par les Français en septembre 1958 et de Gaulle est finalement élu président de la République le 21 décembre. Les premières décisions du gouvernement de **Michel Debré**, le

premier ministre, concernent le redressement de l'économie : parallèlement à un plan de réduction des dépenses de l'Etat, le franc est immédiatement dévalué de 17% pour favoriser les exportations et relancer la production. Masquant cette baisse importante de la monnaie nationale, un « **nouveau franc** » est introduit en janvier 1960. Les Français mettront longtemps à s'habituer à ce franc « lourd », par lequel 1 nouveau franc équivaut en théorie à 100 « anciens ».

L'Algérie va rester au centre des préoccupations du premier gouvernement de la V^e République au cours de ses quatre premières années d'exercice. De Gaulle, porté au pouvoir par les forces hostiles à l'indépendance algérienne, sera finalement celui qui réglera la difficile « question algérienne ». À plusieurs reprises, de Gaulle fait des offres au FLN : la « paix des braves » en 1959, qui provoque toutefois une radicalisation du mouvement indépendantiste ; « l'autodétermination » en 1960, qui déclenche à son tour les protestations

des « pieds noirs », ainsi que sont appelés les résidents français d'Algérie. En avril 1961, un putsch militaire à Alger entraîne l'affrontement avec la métropole. Le putsch s'appuie sur l'O.A.S. (Organisation de l'Armée Secrète) qui milite pour « l'Algérie française ». L'opinion publique française est de plus en plus favorable au règlement pacifique du conflit algérien, qui devient plus violent et meurtrier chaque année, non seulement en Algérie, mais aussi en France, où les attentats du FLN et de l'OAS se multiplient, visant les immeubles (la Bourse, le Quai d'Orsay) aussi bien que les personnes (André Malraux, François Mitterrand, futur président de la république). Des manifestations, réprimées par la police, sont organisées par les partis de gauche, des personnalités du monde intellectuel, comme Jean-Paul Sartre, s'engagent nettement en faveur de l'indépendance; au cours de l'une de ces manifestations, en janvier 1962 à Paris, la police tire sur la foule, faisant huit morts.

De Gaulle commence alors des négociations secrètes avec le FLN, qui aboutissent le 18 mars 1962 aux **Accords d'Evian**. Ces accords ouvrent la voie à l'indépendance de l'Algérie, que le peuple algérien devra décider quelques mois plus tard par référendum. Les conséquences de ces accords sont dramatiques: 800.000 Français fuient l'Algérie dans la précipitation pour se réfugier en France; des dizaines de milliers de « harkis », les auxiliaires musulmans de l'armée française, à qui on ne permet pas de quitter l'Algérie, sont massacrés par le FLN ; quant à l'OAS, désespérée et décapitée par les arrestations massives, elle multiplie les attentats de représailles, se livre à des exécutions sommaires dans la capitale algérienne et essaiera à plusieurs reprises d'assassiner le général de Gaulle. L'indépendance de l'Algérie est gagnée dans la terreur, mais la dernière guerre française est terminée, après huit ans de conflit. Le général de Gaulle, libérateur de la France en 1944, libère à nouveau le pays en 1962, de son passé colonial cette

fois. Par ailleurs, cette Ve République que le général a conçue à sa mesure pour assurer une stabilité politique à la France peut maintenant démontrer qu'elle peut vraiment offrir ce qu'elle a promis. Charles de Gaulle préfère s'appuyer directement sur la nation que sur les partis qui sont censés la représenter. Le règlement de la « question algérienne » et un attentat manqué contre lui en août 1962 lui ayant assuré la sympathie des Français, le président en profite pour proposer un amendement à la Constitution. Cet amendement prévoit l'élection du président de la République au **suffrage universel**, une dimension qui manquait au système mis en place en 1958. À l'exception de son parti, l'UNR, tous les autres partis s'opposent à ce projet, voyant le danger. De Gaulle dissout donc l'Assemblée, comme il en a le droit, puis il convoque un référendum sur son projet, comme la Constitution le lui accorde. Les Français non seulement approuvent cette modification, mais la nouvelle Assemblée législative que la nation

retourne en novembre comporte une large majorité de députés favorables à de Gaulle. La France de 1962 est donc totalement gaullienne, et le général peut ainsi gouverner sans entrave. Dès l'année suivante, de Gaulle démontre la vision qu'il a de la France: une nation forte, indépendante des blocs créés par la **Guerre Froide** et fermement ancrée dans l'Europe. Le 14 janvier 1963, il s'oppose vivement à l'entrée de la Grande Bretagne dans la **CEE** (Communauté Economique Européenne), jugée trop liée aux États-Unis ; une semaine plus tard, il signe avec le chancelier **Adenauer** un **Traité d'Amitié franco-allemand**, consolidant ainsi les nouvelles relations amicales entre les deux anciens ennemis. En août, de Gaulle déclare l'indépendance militaire de la France, qui possède désormais la bombe atomique. Cette indépendance se matérialisera en mars 1966, lorsque la France se retirera du dispositif militaire de l'**OTAN**. Finalement, en janvier 1964, comme pour achever de mécontenter ses alliés d'Outre-Manche et

d'Outre-Atlantique, la Grande Bretagne et les États-Unis, de Gaulle devient le premier dirigeant d'une nation du bloc occidental à nouer des liens diplomatiques avec la République Populaire de Chine, conduite par **Mao Tse Tung**.

De Gaulle, occupé à sa tâche d'assurer le rayonnement international de la France, voyage beaucoup, il néglige un peu les affaires domestiques. Il est vrai que le pays fait l'expérience d'une certaine effervescence économique : après les années de reconstruction qui ont suivi la paix de 1945, la France connaît une situation proche du plein-emploi, soutenue par une expansion démographique sans précédent. Au gouvernement, des hommes veillent aux affaires, tels que **Georges Pompidou**, premier ministre, et **Valéry Giscard d'Estaing**, ministre des Finances ; ils auront tous deux un futur brillant. Sûr de sa popularité, de Gaulle ne se préoccupe guère des élections qui approchent, mais il a tort : en décembre 1965, un certain **François Mitterrand**, un socialiste qui lui

aussi aura un brillant avenir, recueille un pourcentage de voix inattendu. De Gaulle est pourtant réélu pour sept ans par une courte majorité. Mais l'avertissement est donné, la République gaullienne ne peut pas être éternelle.

Cette victoire difficile du « héros du 18 juin » révèle les premiers signes d'une crise de confiance dans la société française et gaullienne à ce moment, d'abord touchée par une récession économique en 1967, mais surtout traversée par un ensemble de nouvelles valeurs qui ne sont plus les mêmes qu'il y a vingt ans. Après tout, une génération entière – et nombreuse – en France n'a pas connu l'horreur du dernier conflit mondial, n'a pas été directement affectée par les privations de la reconstruction, ou encore ne se sentait pas concernée par les luttes coloniales en Indochine et en Algérie. Tous ces drames qui sont au centre de la politique gaullienne n'apparaissent à beaucoup que comme des abstractions ou des politiques dépassées. Par ailleurs, le consumérisme, la recherche de

l'opulence, le culte de l'argent et un certain hédonisme de la société d'aujourd'hui qui sort de trente ans de conflits sont des valeurs que rejette la jeunesse de la fin des années soixante.

L'émeute qui éclate en **mai 68** est le symptôme de cette crise de valeurs qui oppose deux générations dans les rues, de chaque côté des barricades. Le mouvement commence le 22 mars 1968 à l'Université de Nanterre, dans l'ouest parisien. Il se répand rapidement dans toutes les universités au cours des semaines qui suivent. Les étudiants sont en grève, ils réclament des réformes de l'enseignement puis, utopistes ou politiques, un changement radical de société, une révolution culturelle. Début mai, la répression de la police devient brutale, de nombreuses arrestations aggravent la violence des affrontements. L'opinion publique, les ouvriers soutiennent le mouvement, partout les grèves paralysent le pays, de gigantesques manifestations ont lieu dans toutes les villes. Le 24 mai, 10 millions de grévistes ont cessé

le travail. Face à cette situation proche de l'anarchie, le général de Gaulle est sur le point de démissionner mais, assuré du soutien du général Massu et de l'armée française, il décide de se maintenir. Le 30 mai, dans un discours à la radio, il annonce qu'il dissout l'Assemblée nationale. Le soir même, près d'un million de personnes défilent sur les Champs Élysées pour manifester leur soutien au général de Gaulle. L'ordre revient alors peu à peu, et les grévistes retournent au travail. Fin juin, les gaullistes remportent les élections législatives et s'assurent d'une large majorité à l'Assemblée. Le général a gagné une nouvelle bataille, sociale cette fois.

La révolte de mai 68 ne renverse pas le gouvernement en place mais « l'esprit de mai », cultivé par les intellectuels du pays et les partis de gauche, va changer lentement, et en profondeur, la société française au cours des trente années qui vont suivre. En fait, bien des émeutiers de mai 68 se retrouveront, à partir de mai 1981, dans les bureaux

du gouvernement présidé par le socialiste François Mitterrand. Après le départ du général de Gaulle, 79 ans, qui choisit de démissionner en avril 1969 à la suite du rejet par les Français de certaines propositions de réformes, **Georges Pompidou** est élu président de la République. L'ancien premier ministre de de Gaulle choisit la voie du pragmatisme industriel et s'écarte quelque peu de la politique nationale gaullienne. Sous sa présidence, la Grande Bretagne pourra enfin rejoindre la CEE. Mais en octobre 1973 éclate le **premier choc pétrolier**, qui en un an va multiplier par quatre le prix du baril de pétrole. Georges Pompidou n'a pas le temps de mesurer l'ampleur du désastre, il meurt d'une maladie tenue secrète en avril 1974.

De nouvelles élections présidentielles permettent alors à **Valéry Giscard d'Estaing** d'entrer à l'Élysée. Cet ancien ministre de l'économie sous de Gaulle et Pompidou veut adopter un style nouveau, dynamique et réformateur. Au début de son septennat, le

gouvernement, avec **Jacques Chirac** comme premier ministre, introduit des réformes radicales, telles que la libéralisation de l'avortement, le droit de vote à 18 ans, un ministère de la condition féminine, un autre de la qualité de la vie... Mais la vie justement devient de plus en plus difficile en raison de la crise économique mondiale qui suit le choc pétrolier. Le chômage augmente de mois en mois, provoqué par la baisse de la production et les fermetures d'entreprises ; parallèlement, la croissance des prix provoque une inflation qui devient chronique. En 1979, le second choc pétrolier ne fera qu'aggraver la crise, le gouvernement ne parvient pas à trouver des solutions pour stopper la montée du nombre de chômeurs, qui dépasse maintenant les deux millions et ne cessera pas d'augmenter, atteignant plus de trois millions, soit 12 à 13% de la population active, au cours de la décennie suivante.

Au printemps 1981, au moment des nouvelles élections présidentielles, Valéry Giscard d'Estaing

est affaibli par son échec au plan économique et discrédité par un certain nombre « d'affaires » qui mettent en cause son intégrité morale. En face, **François Mitterrand** a réalisé une « union de la gauche » pour soutenir sa candidature et il bénéficie d'une opinion lassée des gouvernements d'héritage gaulliste. C'est dans ces conditions favorables que François Mitterrand remporte les élections du 10 mai 1981, et pour la première fois depuis sa création en 1958, la Ve République permet une **alternance politique** de partis diamétralement opposés. Soutenu par une Assemblée socialiste largement majoritaire un mois plus tard, le nouveau président met en place une « politique de gauche » : abolition de la peine de mort ; nationalisation de 9 groupes industriels et de 36 banques ; loi sur la **décentralisation**, qui assure aux régions une autonomie sans précédent pour l'enseignement, la formation et le développement. Sur le plan économique et social, le gouvernement décide le relèvement du salaire minimum (SMIC),

la semaine de travail à 39 heures (au lieu de 40), les cinq semaines de congés payés (au lieu de 4), la retraite à 60 ans (au lieu de 65). Avec toutes ces réformes, c'est l'esprit du Front Populaire qui plane en France, le retour du gouvernement des ouvriers et des employés. Mais dans un contexte de crise mondiale, la France est la seule parmi les grands pays industrialisés à adopter de telles mesures, coûteuses pour l'économie. L'inflation continue d'augmenter, ainsi que le nombre de chômeurs, malgré un retournement du gouvernement en 1983, qui s'engage désormais dans une politique de rigueur économique.

La gauche généreuse de Mitterrand ne réussit pas plus dans le redressement des affaires du pays que le droite libérale de Giscard d'Estaing. En 1986, les Français sanctionnent cet échec et choisissent une Assemblée favorable à la droite conservatrice, forçant le socialiste François Mitterrand à nommer le gaulliste **Jacques Chirac** au poste de premier ministre. Il s'agit d'une situation extraordinaire, car

elle fait coexister à la tête de l'Etat un chef du gouvernement et un président de la République provenant de camps politiques opposés. Cette forme inédite de gouvernement bicéphale, qui reflète la bipolarité du pays, a été nommée la **cohabitation**. Même si elle n'avait probablement pas été sérieusement envisagée par de Gaulle, cette cohabitation va pourtant prouver qu'elle peut fonctionner en s'imposant comme une caractéristique fréquente de la vie politique française au cours des années à venir.

L'Aventure napoléonienne

Dans l'histoire de la France, le statut de Napoléon Bonaparte est particulier, pour une raison simple: "il fut un personnage historique certes mais qui a accédé au monde de la légende et marqué la France pour au moins un siècle après sa chute en 1815. De Brumaire à Waterloo, quinze années de gloire et de dictature, Napoléon met en place des institutions qui demeurent encore comme la banque de France, le conseil d'Etat, l'université les cours des comptes, ou la préfecture de Police à Paris... Mais les guerres européennes qu'il a entreprises ont mangé des centaines de milliers d'hommes, français et étrangers, ruiné l'économie et légitimé le despotisme. Pour Napoléon qui a confisqué à son profit et à celui de la bourgeoisie, la Révolution française, seul le despotisme pouvait transmettre l'héritage des libertés conquises en 1789. Robespierre l'avait bien prévenu du danger de la dictature militaire dans son discours à la convention

en 1794 "Laissez flotter un moment les rênes de la République, vous verrez le despotisme militaire s'en empare"

1) - Le Consulat 1799 - 1804

1- La réorganisation de la France : La révolution française s'est achevée sur un coup d'Etat militaire le 18-19 Brumaire de l'an VIII de la République (9-10- novembre 1799). La bourgeoisie française libérée par la révolutionnaire, imposer un Etat fort et s'élancer à la conquête du grand marché européen pour le fermer devant les produits anglais. Le général Napoléon Bonaparte fut bien l'homme de la situation. Le gouvernement du consulat qui n'a duré que 4ans (1799-1804) a bien modelé le visage de la France, pour avoir mis fin à la Révolution et avoir vu naître la plupart des institutions économiques et administratives françaises. Au soir du coup d'Etat de 9-10nov 1799, une poignée de députés confie le pouvoir à trois consuls provisoires: Bonaparte, Sieyès et Ducos. Les consuls proposent la constitution de l'an VIII qui organise

une pacification intérieure, un redressement de l'économie et de l'administration et une paix quoique brève avec les puissances européennes.

a - la pacification intérieure

l'administration : A la tête de l'Etat trois consuls :

Bonaparte, Cambacérès et Lebrun, Bonaparte premier consul a en fait tous les pouvoirs. Il nomme ministres fonctionnaires et généraux, commande les armées propose aux assemblées la guerre et la paix et signe les traités. Seul il a l'initiative des lois qu'il fait préparer par un conseil d'Etat sous sa présidence.

A la tête du département le pouvoir central est représenté par un préfet nommé et révoqué par Napoléon. Dans les communes les maires et leurs adjoints sont nommés par le préfet Pour bien tenir Paris la capitale, Bonaparte crée les 12 arrondissements dirigés par le préfet de la seine et met à ses côtés un préfet de police.

- La réorganisation des finances et de la justice
pour percevoir l'impôt, (l'épineux dossier de

l'administration française depuis l'Ancien Régime) un receveur général est installé dans chaque département. Les receveurs sont devenus des fonctionnaires depuis 1803.

La Régie des impôts réunis qui lève les impôts sur les boissons, le tabac; la marque de l'or et de l'argent les cartes à jouer est installée en 1804 et elle est contrôlée par la cour des comptes La justice est aussi sujette à de nouvelles mesures. D'abord la loi de mars 1800 prévoit que les juges sont inamovibles. Chaque arrondissement possède un tribunal d'instance qui juge les affaires civiles chaque département, un tribunal criminel. A côté des juges siègent des jurys formés de citoyens choisis parmi les nobles. Les tribunaux d'appel ou de cassation peuvent modifier ou casser les jugements qui présentent un vice de forme.

- La pacification religieuse

L'Eglise retrouve liberté mais les nouveaux évêques sont nommés par Napoléon. En échange elle renonce à tous ses biens vendus et le clergé est tenu de prêter serment de fidélité à la constitution.

Cependant, Napoléon publie les articles organiques ou il impose la célébration du mariage civil avant le mariage religieux et reconnaît les cultes réformés. Le concordat signé le 5 juillet 1801 à Paris fixe les rapports de l'Eglise à l'Etat jusqu'en 1905.

- Pacification extérieure

A l'avènement du consulat, la France était en guerre avec l'Europe comme avec elle-même. Napoléon fait des offres de paix à l'Angleterre et à l'Autriche et provoque dans son gouvernement une grande activité diplomatique à qui toucha les capitales du monde et produisit des accords de paix partout en Europe et en Méditerranée. (Les trois capitales du Maghreb ottoman Alger - Tunis Tripoli ont été visités par des diplomates de Napoléon).

- Le code civil

Préparé par une commission nommée le 12 août 1800, promulgué le 21 mars 1804, le code Napoléon présente un double caractère.

D'un côté il confirme la disparition de l'aristocratie féodale et adopte les principes sociaux de 1789: la liberté personnelle, l'égalité devant la loi, la laïcité de l'Etat, la liberté de conscience et la liberté du travail. C'est à ce titre qu'il est apparu partout où il a été adopté comme le corpus des règles de la société moderne. Conçu en fonction des intérêts de la bourgeoisie, il affirme le droit de propriété.

Mais les intérêts de l'Etat, de la famille et de l'autorité du père s'y trouvent renforcés.

2) L'Empire

- Le redressement de l'économie

Napoléon soutient la reprise de l'économie par une série de réformes et par des subventions. Il crée en 1803 le franc germinal avec des pièces d'argent et des pièces en or. Le rapport de cette monnaie avec l'or est resté stable jusqu'à la première guerre

mondiale. La Banque de France créée en 1800, avait pour rôle d'émettre des billets et d'assurer l'escompte aux commerçants et aux industriels.

Napoléon stimule la libre entreprise par l'entreprise des grands travaux portuaires à Rouen, à Cherbourg, la construction des routes, le creusement des canaux et les travaux d'urbanisme à Paris et dans les grandes villes. Le gouvernement subventionne les industriels en particulier ceux du textile.

- Les mesures de consolidation sociales

un nouveau système d'enseignement est mis en place en 1802. La loi crée les lycées. Il y en a 45 les professeurs sont nommés et payés par le gouvernement. Les programmes de latin, mathématiques sont dispensés pour les élèves destinés à une carrière militaire

- Bonaparte consul à vie

Les visées monarchiques de Bonaparte se précisent dans toutes les étapes de son programme de redressement. Il en demande et obtient l'approbation

du peuple le 2 août 1802 puis en mai 1804 Napoléon est déclaré par le Sénat Empereur des Français. Il est plébiscité Empereur le 6 nov 1804 par 3,5 millions de voix pour et seulement 2569 voix contre mais 4 millions d'abstentions. Le 2 décembre 1804 dans la cathédrale de notre Dame à Paris, en présence du Pape, Napoléon Ier se couronne lui même puis il jure de maintenir l'intégrité du territoire de la République de respecter les lois du concordat, l'égalité des droits, la liberté politique et civile, de ne lever aucun impôt...". Il voulait signifier qu'il ne doit sa couronne qu'à lui seul, à ses œuvres.

3) La France sous Napoléon Ier (1804-1811)

1 - L'absence de vie politique

Tout ce que se fait dans le domaine politique l'est par la volonté de l'empereur. Toutes les mesures prises par les ministres sont soumises à l'Empereur qui lit leur correspondance et leur dicté les décisions à prendre. Les archives de l'Etat français ont conservé 35000 lettres signées par Napoléon.

Le Sénat ne fait que donner force légale aux volontés de l'Empereur, et les sénateurs sont souvent récompensés pour leur docilité en domaines et bien fonciers. Il crée en 1806 en Italie 30 grands fiefs dont les revenus sont destinés aux maréchaux de l'armée et aux dignitaires de la cour. Certains généraux de la nouvelle noblesse sont devenus princes et ducs. En 1808 il institue la noblesse impériale. Une nouvelle aristocratie du mérite et de la fortune constitue une assise solide à l'Empire.

- La gestion du blocus économique

- Les produits agricole progressent lentement mais arrivent à couvrir les besoins du marché intérieur.

Le gouvernement intervient pour protéger les cultures destinées à remplacer les produits coloniaux arrêtés par le blocus anglais.

- L'industrie est encouragée par les commandes de l'Etat en textile et en métallurgie. Mais le blocus anglais oblige les industriels français à s'y adapter en fabriquant eux mêmes les machines qu'ils importaient d'Angleterre. Cependant beaucoup de

bourgeois français commencent à partir de 1807 à se montrer peu enthousiastes à l'égard de la guerre économique suivie par Napoléon.

- Le gouvernement des esprits

a - Les journaux

Depuis 1800 la presse de Paris héritière de la révolution française se trouve censurée et réduite à ne plus pouvoir traiter que de sujets historiques ou littéraires

b - Les livres

dès 1803 la censure des livres est établie et il est crée un directeur général de l'imprimerie et de la librairie le théâtre est atteint et il n'y a plus à Paris que neuf théâtres et les pièces que l'on y donne sont contrôlées.

c - L'enseignement

En 1808 création de l'université impériale. La France est divisée ainsi en 27 académies dirigées par des recteurs nommés.

L'enseignement supérieur n'est réellement actif qu'en droit et en médecine. la baccalauréat crée en

1809 est décerné par les facultés des sciences et des lettres.

4) Le seuil du XIXe siècle: L'Europe napoléonienne

Contre la France de la révolution et depuis 1792 jusqu'à 1815, toute l'Europe occidentale s'était plusieurs fois coalisée. Les puissances européennes cherchaient à contenir la contagion de la révolution et l'expansion économique de la bourgeoisie française qui veut trouver en Napoléon l'instrument d'endiguer l'étau européen, mais les guerres napoléonnes en Europe ont accéléré la fin de l'Ancien régime et la naissance de l'Europe occidentale capitaliste.

- La campagne victorieuse d'Austerlitz

La France a pu mobiliser entre 1800 et 1815, au total un million et demi d'hommes. Napoléon dispose à chaque campagne de plus de 500.000 hommes. La "Grande Armée" née dans la tradition révolutionnaire voit en Napoléon le "chef de guerre" contre les rois et les nobles pour son

ascendant sur les hommes, sa simplicité et sa familiarité avec les "Grognards".

En décembre 1805 Napoléon bat les Autrichiens puis les Austro-Russes à Austerlitz. L'Autriche est chassée d'Italie et exclue d'Allemagne. La victoire d'Austerlitz donne un élan à l'ambition de Napoléon. Il constitue un empire d'occident dont le centre est la France.

Napoléon empereur, distribue les royaumes conquis à sa famille. Joseph devient roi de Naples, Louis roi de Hollande.

La carte de l'Allemagne est remaniée, et quinze princes allemands rentrent dans la confédération du Rhin sous la protection française.

En novembre 1806 Napoléon occupe Berlin et il ne semble désormais plus rester d'obstacle à la domination française de l'Europe que l'Angleterre.

- le blocus continental

Contre la puissance anglaise, Napoléon décrète le blocus continental. Devenu le gendarme et le

douanier de l'Europe il doit s'assurer la maîtrise du littoral européen.

Le blocus mène la France à des guerres perpétuelles au Portugal, en Italie dans les pays baltique. Le blocus a failli avoir raison de l'Angleterre qui est sauvé par ses liens avec l'Amérique et par l'arrivée du blé russe.

-La victoire de Wagram

Après la victoire de Wagram remportée contre l'Autriche en 1809, l'empire napoléonien atteint sa plus grande extension.

Bruxelles, Anvers, La Haye, Amsterdam Lübeck, Turin, Gênes, Rome sont devenus des départements rattachés à la France qui en compte désormais 130. Napoléon unifie l'Europe Occidentale ne reste en dehors de l'empire française que l'Angleterre. Les royaumes de Nord (Norvège, Suède, Danemark et l'Autriche) (D'ailleurs les péripéties et les réticences en Europe autour de la question de la monnaie unique n'expriment-elles pas encore aujourd'hui la résistance de l'héritage napoléonien ?)

Partout en Europe Occidentale, des constitutions à l'administration centralisée à la française sont adoptées. Par le code civil qu'il s'emploie à répandre, Napoléon remodèle la société abolit le régime féodal, laïcise l'Etat et offre la liberté religieuse. Il développe l'industrie en Saxe et en Belgique, ouvre les routes. Napoléon accélère la naissance de l'Europe capitaliste libérale et nationale du XIXe siècle.

- L'effondrement

L'effondrement de la légende de Napoléon en 1815 n'a pas signifié faisons le remarquer celui de la France.

- la campagne de Russie.

En 1812 Napoléon occupe Moscou mais ne pouvant pas y rester décide la retraite. L'Allemagne, l'Autriche l'Angleterre et la Russie se coalisent contre la France et font jonction autour de Paris pendant l'hiver 1813-1814. Paris touche le 13 mars 1814. Napoléon, solitaire abdique et laisse le trône à

Louis XVIII ramené de Londres. La France est ramenée à ses limites de 1792.

- Les cent-jours

La défaite et le rétablissement de Louis XVIII frère du Louis XVI au trône mécontente l'immense majorité des français, surtout soldats, paysans et bourgeois; les piliers du système qui vient de s'écrouler.

(Napoléon est fait venir de l'île d'Elbe pour essayer l'ultime effort et chasser la contre révolution. Il rentre en France et occupe le palais des Tuileries à Paris. Louis XVIII quitte Paris vers la Belgique. C'est un règne de cent jours. Napoléon en vain offre la paix aux coalisés. Mais il pénètre en Belgique bat les prussiens. Il est vaincu le 18 juin 1815 par les Anglais à Waterloo. L'empereur se livre à l'Angleterre. "Toujours Napoléon, éblouissant et sombre sur le seuil du siècle est debout)

Le triomphe de la bourgeoisie française

Au XIX^e siècle le triomphe de la bourgeoisie française est porté par la révolution industrielle qui se développe en France et en Europe. Le règne du Charbon et du fer l'essor de la population et des villes, l'essor du capitalisme marquent un accroissement considérable de l'emprise des milieux des affaires et du commerce sur la politique et la culture en France. Mais le développement des inégalités et la lente transformation des campagnes ont constitué un terrain favorable pour que l'héritage de la révolution y retrouve un second souffle en 1848 et 1870.

- La restauration 1815-1848

Après l'épisode des cent-jours qui a accentué les divisions entre français, l'histoire de la restauration est dominée par les affrontements entre royalistes, libéraux et constitutionnels. Louis XVIII meurt en 1824, son frère Charles X lui succède. La révolution des trois glorieuses le 27 28 et 29 juin

1830 face à la victoire de l'insurrection populaire Charles X s'exile en Angleterre en juillet 1830.

La Monarchie de juillet 1830

Louis-Philippe prête serment à la nouvelle Charte en août 1830 une monarchie laïque et parlementaire reprend le pouvoir en France. La monarchie de juillet est un régime du juste milieu. Elle fait rencontrer les ultra-royalistes avec les républicains. Guizot premier ministre sous Louis Philippe de 1840 à 1848, incarne cette stabilité politique retrouvée. Il est hostile à toute réforme démocratique mais contre le conservatisme des nobles.

C'est sous Louis Philippe que la France occupa l'Algérie (1830- 1837) et y invita à Paris en 1846 le bey Tunisien Ahmed Bacha Bey. Ce dernier à son retour à Tunis s'inspira largement de la modernité française et du soutien du roi Louis Philippe pour entamer un vaste programme de réforme. Mais sans lendemain.

La Révolution de 1848

L'insurrection commence le 22 février une explosion parisienne conduite par les républicains mécontents de la politique du premier ministre Guizot. Le 23 février, les barricades sont édifiées dans l'est parisien. Le ralliement de la garde nationale au mouvement de la réforme contraint le roi Louis Philippe à renvoyer Guizot les manifestants marchant vers la Madeleine une fusillade éclate entre l'armée et la foule: 52 morts. L'émeute rebondit en une insurrection Louis Philippe abdique le 24 février 1848 et s'exile en Angleterre.

La République de 1848 est proclamée par la foule. Un gouvernement provisoire s'est alors constitué il se compose de Lamartine (poète), Dupont de l'Eure, Arago, Ledru Rollin...

Les premières mesures prises sont la proclamation de la République et, l'établissement du suffrage universel et la convocation d'une assemblée constituante. Une République sociale "Aux ouvriers

travailleurs, la patrie reconnaissante. L'assemblée constituante proclame la république le 4 mai mais remplace le gouvernement provisoire né de la foule par un autre anti socialiste et anti-ouvrier.

La révolution recommence alors en juin l'insurrection est écrasée après 4 jours de guerre civile. Le général Cavaignac décrète le siège de Paris des milliers de victimes essentiellement ouvriers et travailleurs manuels, mais 1848 (février-juin) par les problèmes de la deuxième moitié du XIX siècle: la laïcité et la nécessité de corriger les excès du libéralisme économique.

Le président prince Louis Napoléon Bonaparte

Héritiers de la dynastie et de la légende napoléonienne, Louis Napoléon neveu se porte candidat à la présidence de la république aux élections du 10 décembre 1848. Il ramasse trois quarts des suffrages et est élu pour 4ans.

En 1851 il organise un coup de force contre l'assemblée, arrête les porte-parole de l'opposition républicaine et les contraint à l'exil. Une fusillade

sur les boulevards de Paris a fait 300 morts, 30 000 emprisonnés, 10 000 déportés en Algérie et en Guyane (Victor Hugo est exilé). Mais il organise sous un climat de terreur un plébiscite où le pays lui donne massivement son soutien. Depuis 1848 la conjoncture économique en France et en Europe avait beaucoup changé. L'afflux de l'or californien et australien en Europe gonfle la masse monétaire en circulation et mène vers une phase d'expansion des prix et d'essor des affaires le retour à la stabilité politique et la fin du désordre révolutionnaire, point principal du programme de Louis Napoléon favorise l'essor de l'économie française. L'époque de Louis Napoléon est marquée par l'entrée de la France dans l'ère industrielle et la concentration technique et financière.

L'effondrement du prince-président

Bismarck architecte de l'unité allemande, pousse la France à déclarer la guerre à la Prusse (Allemagne) il avait besoin d'un ennemi étranger pour souder les États allemands.

L'armée française qui prend figure d'agresseur est balayée en un mois. Enfermé avec ses dernières troupes l'Empereur président Louis Napoléon Bonaparte est fait prisonnier le 2 septembre 1870.

Le 4 septembre, une journée populaire parisienne met fin à l'Empire et proclame la IIIe république.

Mais Paris fut assiégé par les Allemands du 19 septembre 1870 au 28 janvier 1871.

La Troisième République (1871 - 1944)

La naissance et la jeunesse de la IIIe République 1871-1900

1) La commune de Paris

La défaite de l'armée et l'emprisonnement de Louis Napoléon provoquent l'effondrement de l'Empire (1848-1870). Le 4 septembre à l'hôtel de ville la république est proclamée. Un gouvernement de défense nationale est formé; il comprend les chefs républicains: Léon Gambetta, Jule Favre, Jules Ferry...

Quatre mois de siège par les armées prussiennes (All) (19 septembre 1870-28 janvier 1871) éprouvent la population parisienne. Le pain, la viande, le charbon manquent. On en vient à manger des chats, du rat et même les animaux du jardin des plantes. Partout dans les quartiers de Paris s'organisent des comités de vigilance animés de Jacobins de radicaux, d'internationalistes et commandés par le comité central des vingt

arrondissements qui réclame la levée en masse et la guerre à outrance.

L'armée prussienne assiégeant Paris réclame aux français l'organisation d'élections législatives. Elle cherchait à traiter et imposer l'armistice à des représentants élus du pays.

L'annonce de l'armistice signé le 28 janvier 1871 par le gouvernement provisoire (conduit par Thiers, nommé chef du pouvoir exécutif de la République française) scandalise les parisiens.

- une commune éphémère

Le 28 mars se forma un conseil général de la commune de Paris, alors que le gouvernement officiel a quitté la capitale pour siéger à Versailles. C'est un gouvernement parisien hostile au traité de paix et au gouvernement de Thiers, il comprend l'écrivain Jules Vallès pour président, Clémenceau, Varlin, Pierre Denis ... comme membres.

Après avoir adopté le drapeau rouge comme emblème la commune se constitue de 10 commissions qui correspondaient à 10 ministères.

L'œuvre de la commune: - la réquisition des logements abandonnés, la suspension des loyers et le rétablissement des services administratifs. D'autres décisions comme la séparation de l'Eglise et de l'Etat, la laïcisation de l'enseignement sont inspirées du programme des radicaux.

De mars à mai 1871 Paris est gouverné par le comité central de la commune Même une littérature communaliste fleurit sous ce gouvernement parisien (Arthur Rimbaud, Gustave Pottier, Louise Michel... Les journaux: (cri du peuple) de Jules Vallès... La réponse du gouvernement officiel à Versailles ne s'était pas fait attendre.

Thiers président de la république obtient du Bismarck la libération de prisonniers qui gonflent les effectifs de l'armée commandée par Mac-Mahon: 130.000 soldats contre 40.000 insurgés parisiens.

Le 21 mai les troupes de Mac-Mahon entrent par surprise sur Paris et les combats entre gouvernement officiel et le gouvernement de la

commune durent du 21 au 28 mai. Une "semaine sanglante, où plus de 30.000 communards sont arrêtés dont 25000 sont exécutés. La mort, le bagne et la déportation en Algérie ou en Nouvelle Calédonie furent le lot des autres. Mais le gouvernement ouvrier de la commune est l'annonciateur des grandes révolutions du XX siècle.

2) Les forces politique de la IIIe République

La France après la défaite de 1870 se trouve amputée de l'Alsace et de la Lorraine.

- Thiers, président de la république provisoire est fort de la négociation de paix avec les Allemands, et de la lutte menée contre la commune.

- L'Assemblée nationale où dominant les monarchistes.

- Les électeurs consultés au suffrage universel.

L'œuvre de Thiers fut le règlement par emprunts publics de l'indemnité de 5 milliards de francs d'or imposée par les Allemands.

Le 24 mai 1873 Thiers désapprouvé par l'assemblée démissionne et la chambre élit à sa place le maréchal Mac-Mahon (élu pour sept ans), Mac-Mahon instaure un régime libéral aristocratique et catholique.

Restaurer l'ordre moral pour endiguer l'esprit de l'insurrection. Là où la commune avait débuté dans le quartier de Montmartre, Mac-Mahon fit construire la basilique du Sacré-Cœur. La presse est encadrée les élections législatives de 1876 envoient à la chambre des députés, une majorité républicaine conduite par Gambetta et Jules Ferry. Deux grands ministres qui vont fonder la république après de longues hésitations de 1871 à 1876. Jules Ferry, ministre de l'instruction publique en 1879, président du conseil de 1880 à 1881 et de 1883 à 1885, il instaure l'enseignement laïc pour garantir l'avenir de la République. Mais combattu par les radicaux pour sa politique coloniale, il démissionne en 1885.

En 1889, la République qui a prouvé sa solidité décrète la célébration du 1er centenaire de

la Révolution par l'organisation d'une exposition universelle où la tour Eiffel montre que la France est entrée de plein pied à l'âge de la civilisation industrielle. Cependant, les scandales coloniaux, de panama (la compagnie de panama qui creuse un canal entre le golfe du Mexique et l'océan pacifique) un scandale politico-financier s'en suivit mais aussi l'affaire Dreyfus ou le procès de Dreyfus avait plus de retombées politiques.

- le 15 octobre 1894 le capitaine Dreyfus officier de l'Etat major, soupçonné d'intelligence avec l'Allemagne est arrêté et jugé. Il est condamné à la déportation en Guyane. Or le véritable traître semblait pour les défenseurs de Dreyfus être le commandant Esterhazy c'est alors que le 13 janvier 1898 l'affaire éclate au grand jour avec la publication dans le journal "L'Aurore" d'une lettre ouverte d'Emile Zola adressée au président de la république et titrée "j'accuse" A Zola s'associent, Anatole France, Péguy, Gide... qui voulaient la

vérité et préserver la République. Mais Esterhazy, qui serait le coupable est acquitté, Zola est inculpé.

En 1899 le gouvernement change, Dreyfus est gracié et réhabilité en 1906. L'affaire Dreyfus est une tempête qui n'est pas née du hasard. Elle supposait une crise ancienne héritée de la défaite de 1870 et des conflits sociaux en un mot: la gestation de la IIIe république qui elle même est née de la défaite contre l'Allemagne et de la lutte contre la commune de Paris.

Le Court XXe siècle

Le XXe siècle est situé entre le début de la première guerre mondiale et la fin de la guerre froide en 1991. La France y était de tous les conflits qui l'on marqué.

1) - La France de 1919 à 1931

La guerre de 1914-1918 laisse la France gravement affaiblie. Il fallait rembourser les dettes, verser les pensions, reconstruire les régions dévastées. La crise financière engendre la vie chère et le mécontentement.

En 1924, Herriot chef du gouvernement tente de résorber la crise financière mais il échoue. En 1926, le nouveau chef du gouvernement, Poincaré lance un nouveau franc pour résorber l'inflation. Mais la crise démographique ajoutée à la crise industrielle rend la France plus vulnérable face à la grande crise mondiale de 1929. Celle-ci n'atteint la France qu'en 1931, elle est moins violente mais beaucoup plus longue qu'en Allemagne ou aux

Etats-Unis. Elle a entraînée les colonies françaises dont la Tunisie.

2) - La France de 1931 à 1939

La crise économique qui s'abat en France en 1931, provoque une crise sociale doublée d'une crise politique. Le chômage frappant durement les ouvriers, les petites entreprises n'arrivant plus à écouler leur production ni à trouver d'aide financière, les paysans victimes de la baisse des prix agricoles, un mécontentement bien partagé se tourne alors contre les gouvernants. En 1936 et face à la menace du fascisme français la gauche s'unit et forme le gouvernement du front populaire. Une alliance entre les partis; socialiste, radical et communiste pour "Le pain, la paix et la liberté". Mais les milieux financiers et patronaux sabotent le front populaire et obligent le président Léon Blum à démissionner en 1937. C'est une France divisée et incertaine qui va alors affronter la seconde guerre mondiale.

3) - Collaboration et résistance en France

A l'occupation allemande (2 millions de soldats sont prisonniers et plus de la moitié de la France occupée en 1940), la défaite française entraîne la chute de la république. Le 10 juin 1940 les députés accordent les pleins pouvoirs au maréchal Pétain qui devient chef de l'Etat français. La devise républicaine (liberté, égalité fraternité) est remplacée par travail, famille, patrie: les libertés sont supprimées.

Installé à Vichy dans la zone libre au sud, le gouvernement français collabore avec l'Allemagne qui lui interdit toute indépendance politique. La résistance, née à Londres dès 1940 quand le général de Gaulle lança son appel de poursuivre la guerre. Elle se construit en France où se forment les organisations de lutte contre les Allemands et contre la collaboration. Malgré les exécutions, les déportations la résistance aidée par les Alliés,

s'étend dans toute la France et touche même les colonies.

Les "forces françaises libres" constituées dans les colonies combattent aux côtés des Alliés. La résistance en France où le parti communiste joue un grand rôle, voulant organiser la lutte armée en vue d'un soulèvement populaire en France. De Gaulle crée le conseil national de la résistance en 1943 puis le gouvernement provisoire de la République en 1944 à Alger. Ce dernier devient le gouvernement de la France après la libération.

La Quatrième République

(1947 - 1958)

La Quatrième République est née de la résistance. Dès la libération du territoire durant l'été 1944 le gouvernement provisoire formé à Alger sous la présidence du général De Gaulle s'installe en France. Sa première tâche fut celle de désarmer la résistance et dissoudre les milices patriotiques mais aussi d'épurer la collaboration en traduisant devant justice les principaux responsables. Le maréchal Pétain est condamné à mort puis sa peine est commuée en détention à vie. 30 à 40.000 collaborateurs ou soupçonnés de l'avoir été ont été exécutés Le Parti communiste et le parti socialiste sortis forts de la guerre participent au gouvernement et suscitent des réformes économiques et sociales entre 1944 et 1946. Mais en 1946 la vague d'émancipation des colonies commence. De Gaulle démissionne en janvier 1946.

Après 1947 commence une époque d'instabilité des gouvernements mais en revanche une reprise économique. Après cet essor la guerre d'Indochine en 1952 et la guerre d'Algérie en 1954 provoquent une crise financière et un retour à l'endettement auprès des Etats-Unis et en même temps une acceptation de l'hégémonie américaine. Les problèmes de la décolonisation dominent l'histoire de la quatrième république. De 1946 à 1962 la France a été en guerre dans ses propres colonies. Le 3 juin 1958 le général De Gaulle est ramené au pouvoir. Il élabore une nouvelle constitution.

La Cinquième République 1958 ...

Née en 1958 au moment de la crise algérienne la V République, De Gaulle institue un régime présidentiel qui limite les prérogatives du parlement. La décolonisation s'achève entre 1956 et 1962. En Algérie les accords d'Evian signés en 1962 consacrent l'indépendance. Un million de Français qui y étaient installés sont rapatriés en France. Bien

que de Gaulle gouverne avec l'appui d'une grande majorité, de nombreuses critiques s'élevèrent contre son autoritarisme et contre sa politique étrangère basée sur le principe de la politique indépendante vis à vis des deux superpuissances (Etats Unis et U.R.S.S) et sur la constitution d'une force atomique. En mai 1968 des émeutes étudiantes au quartier de la Sorbonne à Paris, suivies de grèves puissantes des ouvriers dégénèrent en mouvement social. De Gaulle démissionne refusé par les électeurs en avril 1969.

La Littérature française au XIXe siècle

Jusqu'à la Révolution de 1848, la littérature française est dominée par le romantisme, mouvement de pensée d'envergure européenne, qui touche à des domaines aussi variés que les arts, la littérature, la philosophie, l'histoire, la critique, etc. Même sans appartenir au mouvement romantique, la plupart des auteurs de cette période subissent son influence ; toute œuvre littéraire s'inscrit alors dans la continuité du romantisme ou, à l'instar du réalisme, en réaction contre lui. Après les événements de 1789 (voir Révolution française), en effet, et plus encore après la chute de Napoléon, toute une génération de jeunes gens se trouve contrainte d'abandonner ses rêves de changement politique et manifeste son dégoût de la société réactionnaire de la Restauration, puis de celle, médiocrement

bourgeoise et étriquée, de la monarchie de Juillet et de la IIe République. La littérature romantique traduit le malaise de l'individu dans la société, son repli sur soi, sa mélancolie: célébration de l'individualité et de la liberté, célébration du sentiment et de la passion, engagement politique et tentation du repli sur la vie privée, identification du paysage à l'état d'âme, etc. Vers 1850, le romantisme comme mouvement littéraire s'éteint, remis en cause par de nouvelles tendances esthétiques: le réalisme puis le naturalisme, d'une part, qui, en réaction contre son idéalisme et sa sentimentalité et nourris par les sciences sociales naissantes, assignent à la littérature l'étude de la réalité politique, économique, sociale du monde et, d'autre part, le courant poétique de la modernité, représenté notamment par Baudelaire et Nerval, par Rimbaud, et par le symbolisme. Les deux dernières décennies

du siècle sont marquées par ce qu'il est convenu d'appeler la «décadence». Au même moment, des auteurs avant-gardistes, comme Jarry au théâtre et Gide dans le genre romanesque, annoncent déjà le XXe siècle. Il convient de retenir surtout que le XIXe siècle est celui de la consécration absolue, et jamais démentie depuis, du genre romanesque; de façon plus générale, la production littéraire est influencée par les nouveaux moyens de diffusion (l'explosion de la presse populaire, qui publie de nombreux romans sous forme de feuilletons), par le développement de l'instruction publique et par l'apparition de la notion, légale et morale, de droit d'auteur.

Si le XIXe siècle est important par le nombre de chefs-d'œuvre que la littérature française a engendrés, cette période littéraire, proche de nous, reste encore difficile à appréhender. Pour de nombreux

historiens de la littérature, le XIXe siècle littéraire français demeure celui du romantisme, d'abord avec Chateaubriand, puis avec Victor Hugo. Ce mouvement de création artistique et son foisonnement peuvent trouver partiellement leur cause dans certains points de vue. Certains mettent l'accent sur l'élan de liberté qu'a suscité la Révolution française, élan de liberté suivi d'un désordre, d'une confusion entraînés par l'instabilité, l'incertitude politique qui émane de la première moitié du siècle. Dans cette optique, on voit l'écrivain avec ses idéaux, manifestant son opposition à l'ordre politique et social. Pour d'autres, la place de la Révolution française et des troubles politiques qui s'ensuivront n'explique pas ou pas entièrement l'efflorescence du romantisme français, prenant pour preuve la naissance antérieure des romantismes anglais et allemand dans des pays qui ne furent pas

secoués par la moindre révolution. Ils insistent plutôt sur l'influence qu'ont exercé l'étude et la lecture des littératures anglaise et allemande par les hommes de lettre français.

Définition: Précurseurs: Quelques écrivains de la fin du XVIIIe siècle, William Blake, Jean-Jacques Rousseau et les écrivains allemands du Sturm undDrang (v. 1765- v. 1785), parmi lesquels le Goethe des Souffrances du jeune Werther (1774) et le Schiller des **Brigands**,(1781) sont considérés comme des précurseurs du romantisme, des «préromantiques» , pour reprendre un terme inventé par la critique au début de notre siècle. Il y a déjà, en effet, dans les œuvres de Rousseau comme dans celles de Senancour, les premières expressions d'un des aspects les plus importants du romantisme: le sentiment de la nature, exprimé comme une extase fondée sur la

ressemblance entre le paysage intérieur (celui de l'âme) et le paysage extérieur. Il y a déjà, aussi, dans René ou les Mémoires d'outre tombe de Chateaubriand, une peinture de ce «mal de vivre» ou de ce «mal du siècle» qui devait être le thème privilégié de la poésie romantique, celle de Vigny ou de Musset par exemple.

Même si l'adjectif «romantique» était apparu dès l'âge classique pour concurrencer l'adjectif «romanesque», il ne prit son sens moderne que progressivement, par opposition à l'adjectif «classique» (c'est ainsi que l'employèrent d'abord Goethe, Schlegel, Stendhal, etc.).

En France, c'est Rousseau, dans les *Rêveries d'un promeneur solitaire* (1776-1778; posthume, 1782), qui fut l'un des premiers écrivains à lui donner son sens actuel en l'utilisant pour qualifier le

caractère pittoresque et sauvage d'un paysage. En Allemagne, le même adjectif fut utilisé pour désigner la poésie médiévale et chevaleresque, après *De l'Allemagne* (1813), de Mme de Staël, qui introduisit en France les œuvres de la littérature allemande, notamment celles du Sturm und Drang. Ce n'est que par la suite que la forme nominale, «romantisme», fut employée.

Caractéristiques: S'il est possible de dégager un certain nombre de caractéristiques communes aux romantismes des divers pays d'Europe, chacun n'en demeure pas moins très spécifique, en raison des conditions politiques et sociales particulières dans lesquelles il se développa. Par exemple, le romantisme anglais, inauguré par les *Ballades lyriques* (1798) de Wordsworth et Coleridge, et préfiguré par les *Chants d'innocence* (1789) de Blake, n'eut pas de véritable manifeste d'école.

Notons aussi que certains des écrivains anglais contemporains de la période romantique, parmi lesquels Jane Austen, ne sont pas considérés comme des romantiques. En France, en revanche, le romantisme eut un retentissant manifeste d'école, la Préface de Cromwell (1827) d'Hugo, précédée de l'étude de Stendhal, Racine et Shakespeare (1823-1825), qui opposait le «romanticisme» au classicisme pour louer le premier au détriment du second.

Il est vrai que tous ces romantismes nationaux eurent en commun d'être des mouvements destructeurs, rejetant les préceptes rationalistes du siècle des Lumières et les canons esthétiques du classicisme. En outre, à travers tout le courant européen du romantisme, des traits généraux s'affirmèrent nettement: la critique du rationalisme, la renaissance de l'intérêt pour la période médiévale gothique, le goût

pour les paysages d'un Orient poétisé et pour l'évocation de la vie intérieure, la prééminence accordée au rêve et à l'imagination créatrice, et surtout un intérêt accru pour l'individu, perçu comme origine de la représentation. Mais, se contenter de dégager ces thèmes communs revient à gommer les spécificités nationales au détriment de la compréhension des œuvres. Si, par exemple, on peut reconnaître le même souci de décrire les nuances de la vie intérieure dans les Méditations (1820), de Lamartine, et dans les Hymnes à la nuit (1800), de Novalis, ces deux œuvres sont pourtant très différentes l'une de l'autre; elles ne sont comparables, en effet, ni sur le plan du contexte culturel dans lequel elles s'inscrivent, ni sur le plan formel, ni surtout sur celui de leur intention poétique. Il est donc préférable, pour éviter toute généralisation abusive, de parler du

romantisme en tenant compte de ses spécificités nationales.

Période romantique: Prérromantisme: La fin du XVIIIe siècle et le début du XIXe siècle sont fortement marqués par la production des auteurs de l'émigration royaliste.

En inventant le «mal du siècle», le plus notable d'entre eux, François René de Chateaubriand, place son œuvre sous le signe du culte du moi, mais d'un moi souffrant d'être au monde, inaugurant ainsi en France, dans le prolongement des écrits rousseauistes, non le romantisme à proprement parler, mais la sensibilité romantique. Dans le Génie du christianisme (1802), il propose le salut par la religion chrétienne et, en 1801, s'affirme comme romancier avec Atala, histoire d'un amour pur et fatal, montrant une image de la

passion inséparable du sacrifice et de la mort. Les traits autobiographiques, partout décelables dans l'œuvre de Chateaubriand, mèneront au monument qui couronne sa vie: les Mémoires d'outre-tombe (1848-1850 pour la parution en feuilleton, 1849-1850, 1898 et 1948 pour la publication en volumes), fruit de quarante années de travail (voir autobiographie; mémoires).

Le romantisme français est nettement précédé et influencé par les romantismes anglais et allemand. C'est Mme de Staël, un des plus grands esprits critiques de cette période, riche d'une culture européenne, qui introduit le romantisme allemand en France avec *De l'Allemagne* (1813), ouvrage qui fait connaître les grands romantiques allemands et définit le romantisme par opposition au classicisme.

Mme de Staël témoigne d'une sensibilité «romantique» dans ses romans d'inspiration autobiographique, telles *Delphine* (1802) et *Corinne ou l'Italie* (1807), fines études psychologiques de l'amour-passion, et dans ses essais critiques, notamment *De la littérature considérée dans ses rapports avec les institutions sociales* (1800), où elle traite conjointement de politique et d'esthétique. Parmi les auteurs proches de Mme de Staël, il faut citer Xavier de Maistre, auteur du *Voyage autour de ma chambre* 1795, Etienne Pivert de Senancour, qui connaît une célébrité tardive avec son roman *Oberman* (1804), et surtout Benjamin Constant, qui propose une analyse cruelle du mal d'aimer dans le récit autobiographique de sa liaison avec Mme de Staël, *Adolphe* (1806, publié en 1816).

Poésie: Le romantisme s'incarne de façon privilégiée dans la poésie, genre propice à

l'épanchement du sujet. Le début du romantisme en France est d'ailleurs marqué par les Méditations poétiques (1820), d'Alphonse de Lamartine, chef-d'œuvre du lyrisme amoureux.

Lamartine prolonge la même inspiration avec ses Harmonies poétiques et religieuses (1830) et son épopée en vers, Jocelyn (1836). La poésie romantique est globalement dominée par l'expression d'un sujet solitaire, souffrant, incompris des hommes, et qui trouve refuge au sein de la nature, dont les paysages (exotiques ou non) épousent subtilement les mouvements de son âme. Ainsi, les Nuits (1835-1837) d'Alfred de Musset (également auteur des Poésies, 1830-1840) relatent la chronique d'un amour malheureux et les sursauts d'une âme douloureuse. D'une manière similaire, Alfred de Vigny, qui compose ses Poèmes antiques et modernes (1822-1841) dans un

contexte politique et familial difficile, y traite, sur le mode pessimiste, de son incertitude morale; dans un autre recueil, les Destinées (posthume, 1864), où l'on trouve le célèbre poème «la Mort du loup», il reprend le thème du malheur individuel pour en faire une fatalité universelle.

D'autres poètes encore se situent dans cette lignée du dolorisme, notamment le Théophile Gautier de la Comédie de la mort (1838), recueil néanmoins frappant par son humour macabre, le Sainte-Beuve de Joseph Delorme (1829), mais aussi Maurice de Guérin et Aloysius Bertrand, qui s'illustrent dans le genre du poème en prose (le recueil Gaspard de la nuit d'Aloysius Bertrand, publié en 1842, inspire notamment Baudelaire lorsqu'il compose ses le Spleen de Paris). Le romantisme est également représenté par quelques poétesses, au premier rang desquelles Marceline

Desbordes-Valmore, admirée de Lamartine et de Baudelaire, et à qui l'on doit notamment les poèmes élégiaques des Pleurs (1833) et des Pauvres Fleurs (1839); mais il faut citer aussi Louise Colet (1810-1855), compagne de Musset puis de Flaubert et auteur notamment du Poème de la femme (1853-1856).

Le lyrisme hugolien (voir Victor Hugo), qui domine son siècle, est d'une nature sensiblement différente: si le ton confine à l'élégie dans des recueils comme les Chants du crépuscule (1835), les Rayons et les Ombres (1840) ou les Contemplations (1856), il ne cesse jamais de se mêler de l'affirmation vigoureuse du pouvoir du verbe poétique et de la mission de révélation du poète. L'émotion, chez Hugo, ne s'isole pas, non plus, de la volonté politique: elle est présente jusque dans les poèmes satiriques des Châtiments (1853) et dans le souffle

épique de la Légende des siècles (1859-1883). Il convient de dire que la veine politique n'est pas négligeable dans la poésie romantique: nombre de ces écrivains jouent un rôle politique actif, comme Lamartine ou Hugo, rêvent de le faire, ou regrettent de ne l'avoir pas fait, comme Musset.

Le Théâtre: Dans le prolongement de l'essai de Stendhal, Racine et Shakespeare (1823-1825), c'est Victor Hugo qui, au théâtre, ouvre les hostilités avec la vieille garde du classicisme. Sa préface d'une pièce aujourd'hui réputée injouable, Cromwell (1827), est un véritable manifeste du drame romantique, genre qu'il invente en empruntant à la forme populaire du mélodrame, d'une part, et à Shakespeare, d'autre part, et en s'opposant aux canons classiques. La révolution au théâtre, chez Hugo, consiste non seulement à disloquer le « vieil alexandrin » et la structure classique

en cinq actes, à refuser la règle des trois unités (temps, lieu, action), à utiliser un lexique qui ne soit pas noble, mais aussi à peindre tous les aspects du réel, fussent-ils pathétiques, burlesques ou contraires aux bonnes mœurs.

Appliquant avec éclat ces principes, sa pièce *Hernani* (1830) provoque un mémorable scandale lors de sa représentation, scandale connu sous le nom de «bataille d'*Hernani*». Hugo poursuit son travail dramaturgique avec notamment *Lucrèce Borgia* (1833) et surtout *Ruy Blas* (1838); l'échec de son drame *les Burgraves* (1843) est généralement considéré comme marquant la fin du mouvement romantique en France. L'autre grand nom du théâtre romantique est sans doute celui d'Alfred de Musset, enfant terrible du mouvement, qui commence par écrire des drames de tonalité ambiguë, entre tragédie et comédie, comme

On ne badine pas avec l'amour (1834) ou les Caprices de Marianne (1833), drames où l'apparente légèreté du badinage amoureux, révélant la solitude et l'incapacité à communiquer des personnages, débouche sur le désespoir ou la mort. Mûri par sa rupture avec George Sand, Musset donne ensuite un vrai drame poignant, Lorenzaccio (1834), proche du Hamlet de Shakespeare, et dont le héros éponyme, avatar pathétique de l'auteur lui-même et de la génération romantique tout entière, est confronté cruellement à l'échec définitif de son engagement politique. Parmi les autres auteurs du théâtre romantique, citons Prosper Mérimée, avec son Théâtre de Clara Gazul (1825), et Alexandre Dumas, qui obtient un grand succès avec ses pièces historiques (Henri III et sa cour, 1829), alliant des amours romanesques à des intrigues politiques dans un cadre historique des plus pittoresques. Citons aussi le nom

d'Alfred de Vigny qui, avec Chatterton (1835), montre le malheur du poète incompris et bafoué par une société matérialiste.

Roman: Le roman, genre par définition peu codifié, donc par nature susceptible de se prêter docilement à la fantaisie des auteurs, devient sans heurt un genre romantique par excellence; sentimental, historique ou social, le genre entame son irrésistible ascension avec l'épanouissement du romantisme. Voir roman.

Roman sentimental: Le récit romantique est, dans bien des cas, le versant en prose d'un lyrisme qui se déploie par ailleurs dans la poésie: sur le plan thématique, on y retrouve en effet le même repli sur la vie intime, le même souci de traduire les sursauts de l'âme, la même préoccupation de poser le sujet dans son irréductible

singularité, le même primat accordé à l'émotion et en particulier à l'amour. L'un des ouvrages les plus célèbres de cette veine sentimentale reste la Confession d'un enfant du siècle, d'Alfred de Musset (1836), qui revêt une dimension presque emblématique tant il offre un parfait exemple de ce type de récit: matière largement autobiographique, itinéraire amoureux désenchanté d'un sujet qui, pour être solitaire et singulier, n'en est pas moins représentatif de sa génération. George Sand, dans ses premiers romans inspirés de sa propre vie, s'inscrit également dans cette sensibilité; elle y exalte l'amour en lutte contre une société bornée (Indiana, 1832; Valentine, 1832; Lélia, 1833; Mauprat, 1837). Le peintre et écrivain Eugène Fromentin donne lui aussi un chef-d'œuvre du récit sentimental avec Dominique (1863), histoire d'une passion impossible.

Roman historique et roman fantastique:

L'autre aspect important du récit romantique est le roman historique. Le goût des romantiques pour le Moyen âge et l'esthétique gothique est connu. On y distingue néanmoins deux grandes tendances: la tendance pittoresque, celle des romanciers qui ne cherchent, dans une image idéalisée ou romanesque du passé, qu'un cadre dépaysant à leurs intrigues, et la tendance sociale, plus réaliste et plus politique. Le roman historique est représenté notamment par le Cinq-Mars (1826) de Vigny qui, en présentant une image très idéalisée d'un personnage ayant réellement existé, provoque d'âpres discussions sur le respect de la vérité historique au sein du roman.

Mérimée s'illustre dans ce registre avec sa Chronique du règne de Charles IX (1829), puis avec Carmen (1845), affichant l'ambition, non pas d'appréhender les grands

faits d'un siècle et de donner un sens à l'histoire, mais de restituer la vie quotidienne et les mentalités d'une époque. Tandis qu'Alexandre Dumas (les Trois Mousquetaires, 1844; le Comte de Monte-Cristo, 1844-1846) et Eugène Sue (les Mystères de Paris, 1842-1843) profitent pleinement de la vogue du récit historique en produisant des romans-feuilletons à grand succès, Victor Hugo compose des romans historiques de plus en plus ambitieux, où le pittoresque, bien réel, est progressivement mis au service d'une réflexion sociale et politique: si Notre-Dame de Paris (1831) est encore marquée par l'influence de Walter Scott et le goût du spectaculaire et du dépaysement, les Misérables (1862) et Quatre-vingt-Treize (1874) sont des récits dominés par les préoccupations politiques et sociales de l'auteur, par sa réflexion sur la marche de l'histoire. Le romantisme noir

cherche, dans l'histoire, à satisfaire son goût du mystère, de l'occultisme, voire du satanisme; particulièrement influencé par les œuvres allemandes et les romans gothiques (ou noirs) anglais, il donne des œuvres sombres, où le cadre gothique est davantage au service d'un univers fantastique que de la reconstitution d'une quelconque réalité historique. Petrus Borel, admiré plus tard des surréalistes, laisse des poèmes, mais surtout des contes (*Contes immoraux*, 1833) et des romans (*Madame Putiphar*, 1839) qui mettent en scène un univers onirique. Charles Nodier, chef de file des romantiques avant l'arrivée de Hugo, donne ses lettres de noblesse au conte fantastique (*Smarra ou les Démons de la nuit*, 1821). Gérard de Nerval, nourrissant son œuvre de sa culture hermétique comme de sa folie, construit des récits en prose poétique, dans une zone incertaine entre rêve et réalité, récits hantés

par la mort des êtres chers et la nostalgie du bonheur perdu (Sylvie, 1853; Aurélia, 1855).

Visages du réalisme: La rupture entre le récit romantique et le roman réaliste n'est pas aussi tranchée dans les faits que l'histoire littéraire a tendance à le dire. Sous la bannière du réalisme, en effet, sont traditionnellement réunis des auteurs de sensibilités diverses, dont certains sont des romantiques repentis (Flaubert), des romantiques malgré eux (Balzac) ou des écrivains dont l'âme est romantique mais dont les procédés sont ceux du réalisme (Stendhal). Certains écrivains revendiquent l'étiquette de réalisme (Balzac prétendant concurrencer l'état-civil), alors même qu'elle est tout à fait réductrice si l'on considère la complexité de leur œuvre (elle ne rend pas compte des aspects visionnaire, fantastique, sentimental, policier, etc., de l'œuvre de Balzac). D'autres, conscients du caractère

réducteur du terme «réaliste», le refusent (Flaubert déplorant de passer pour le maître du réalisme).

Notion commode pour appréhender les grands romans du XIX^e siècle, le terme de réalisme ne saurait rendre compte de la particularité des œuvres de ce temps.